



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome

Chaire Politique locale et Evaluation

Résultats du sondage réalisé auprès des magistrates et magistrats des communes genevoises

Document de travail

Octobre 2009

Prof. Katia Horber-Papazian

Jan Ehrler

Table des matières

1	Introduction	3
1.1	Mandat d'étude et fonction de ce rapport intermédiaire	3
1.2	Objectifs et démarche méthodologique	3
1.3	Limites et avantages du sondage	3
1.4	Remerciements	4
2	Résultats principaux du sondage	4
2.1	Caractéristiques des magistrats ayant répondu au sondage	4
2.2	Autonomie	5
2.3	Capacité à assumer les tâches communales	5
2.4	Collaboration intercommunale, partenariats, fusion	5
2.5	Effet de débordement	6
2.6	Défis communaux à relever	6
2.7	Réformes communales	6
2.8	Relation avec le Canton	7
	<i>Relation avec le Canton : répartition de tâches</i>	7
	<i>Relation avec le canton : mode d'attribution des compétences</i>	10
	<i>Relation avec le canton : possibilité d'être entendu</i>	10
2.9	Relation avec l'Agglomération	11
3	Résultats détaillés du sondage	11
3.1	Caractéristiques des participants ayant répondu au sondage	11
3.2	Autonomie	17
3.3	Capacité à assumer les tâches communales	19
3.4	Collaboration intercommunale, partenariats, fusion	25
3.5	Effet de débordement	29
3.6	Défis communaux à relever	29
3.7	Réformes communales	31
3.8	Relation avec le Canton	36
	<i>Relation avec le Canton : répartition de tâches</i>	36
	<i>Relation avec le canton : mode d'attribution des compétences</i>	50
	<i>Relation avec le canton : possibilité d'être entendu</i>	52
3.9	Relation avec l'Agglomération	54
4	Annexes	56
	<i>Annexe 1 : Questionnaire</i>	56

1 Introduction

1.1 Mandat d'étude et fonction de ce rapport intermédiaire

Pour alimenter ses réflexions, la « Commission thématique 4 : organisation territoriale et relations extérieures » de la Constituante a souhaité connaître l'avis des magistrates et magistrats communaux genevois sur les questions des réformes territoriales et communales qui sont au centre de ses travaux. Elle a, à cette fin, mandaté en septembre 2009 l'Unité de politique locale et d'évaluation de l'Idheap.

1.2 Objectifs et démarche méthodologique

En accord avec le mandat attribué, un sondage a été réalisé auprès de l'ensemble des membres des exécutifs communaux genevois de sorte à mettre en évidence leur perception et leur ouverture quant à d'éventuelles réformes :

- territoriales
- institutionnelles et
- de répartition des tâches entre canton et communes.

Les thèmes traités dans le questionnaire émanent d'une réflexion menée au sein de la Commission. Sur cette base, les questions ont été proposées par l'unité de politique locale et d'évaluation. Elles ont ensuite été complétées et validées par la Commission et testées par l'unité.

La Commission 4 a adressé une lettre aux 137 magistrats et magistrates des exécutifs genevois pour les informer du sondage et les encourager à saisir l'opportunité d'y participer. Par la suite, l'équipe de l'Idheap leur a envoyé un message électronique (liste fournie par l'ACG) avec un lien pour remplir le questionnaire sur internet et un document PDF pour répondre au sondage par correspondance.

Pour un certain nombre de communes, les adresses email personnelles des membres des exécutifs n'étant pas disponibles, le questionnaire a été envoyé au secrétariat de la commune à l'attention des magistrates et magistrats.

Dix jours après l'envoi du questionnaire, un rappel a été adressé par l'équipe de l'Idheap. Les membres de la Constituante ont appuyé ce rappel en adressant une missive à l'ensemble des magistrates et magistrats. Le délai de réponse au sondage a ainsi été prolongé d'une semaine et a permis de recevoir 15 nouveaux questionnaires. Pour être en phase avec les travaux de la Commission et respecter les délais impartis, l'équipe de l'Idheap a commencé ses analyses une semaine après le dernier délai accordé. Quatre questionnaires lui sont malheureusement parvenus alors que les analyses avaient déjà débuté. Seules les réponses issues des questions ouvertes de ces questionnaires ont pu être intégrées dans l'analyse, ils n'ont de ce fait pas pu être comptabilisés.

Les résultats du sondage sont présentés dans leur globalité sous forme de graphiques ou de tableaux croisés dans le chapitre 3. La mise en évidence des principaux résultats fait l'objet du chapitre 2.

1.3 Limites et avantages du sondage

L'avantage des sondages réside dans le fait qu'ils permettent de questionner un grand nombre de personnes et d'obtenir ainsi une vision générale de l'opinion du groupe de personnes invitées à s'exprimer.

Pour permettre des généralisations, éviter de trop grandes dispersions dans les réponses et faciliter le traitement

des données, les sondages sont composés principalement de questions fermées. Pour donner cependant la possibilité aux magistrates et magistrats genevois de nuancer leur propos ou de faire des commentaires permettant de les expliciter, des questions ouvertes ont été introduites. Celles-ci ont été peu utilisées de manière générale.

Les membres de la Commission 4 ont souhaité que l'analyse permette de déterminer si la taille de la commune d'appartenance des magistrates et magistrats a une influence sur les réponses. Dans la très grande majorité des cas, cette influence n'existe pas, ou une faible tendance peut apparaître. Dans les cas où celle-ci se dégage, l'analyse en fait état. L'objectif des membres de la Commission étant d'alimenter ses débats et non pas d'expliquer les avis exprimés, elle n'a pas souhaité que des analyses plus fines liées aux caractéristiques socioéconomiques, géographiques ou autres, des communes, ou des personnes répondant aux questionnaires ne soient réalisées.

Ces limites étant posées, il est important de souligner que 71% des communes genevoises sont représentées à travers la réponse de leurs membres des exécutifs dans les réponses au sondage et que le profil des communes représentées est très proche de celui des communes genevoises. Par ailleurs, parmi les 45.3% élus ayant répondu au sondage, la proportion d'hommes et de femmes est la même que parmi les magistrates et magistrats genevois.

Les résultats du sondage remplissent à notre sens totalement leurs fonctions qui sont celles d'alimenter le débat de la Commission 4 et de lui fournir de nombreuses pistes de réflexions à analyser et à approfondir. Certaines sont de rang constitutionnel, d'autre pas, elles donnent toutes cependant des indications intéressantes sur la diversité des points de vues et un aperçu des enjeux très forts liés aux problématiques abordées.

1.4 Remerciements

L'équipe de l'Idheap tient à remercier les magistrates et magistrats communaux genevois qui ont répondu au questionnaire. Elle tient à remercier également les membres de la Commission 4 de la Constituante pour leur confiance et plus particulièrement Mesdames Bachmann, Kuffer et Monsieur Barranzini pour leur appui tout au long du déroulement du sondage.

2 Résultats principaux du sondage

2.1 Caractéristiques des magistrats ayant répondu au sondage

- 62 des 137 membres des exécutifs des communes genevoises ont participé au sondage ce qui représente un taux de réponses de 45.3%.
- Les magistrates et magistrats ayant répondu sont en moyenne en fonction depuis 7 ans.
- Tous les membres des exécutifs communaux genevois ayant participé au sondage disposent d'une formation post-obligatoire, professionnelle et/ou supérieure.
- Le temps consacré par les élus à leur commune est en étroite relation avec la taille de celle-ci.
- La majeure partie des élus (74%) appartient à un parti politique.
- L'analyse de l'appartenance politique indiquée met en évidence que les personnes ayant répondu représentent les principales formations politiques, à l'exception de l'UDC et du MCG.
- Un tiers des répondants n'a pas indiqué son affiliation politique (il se peut que l'UDC et le MCG soient représentés dans cette catégorie).
- A travers la voix des personnes ayant répondu au sondage, tous les dicastères sont représentés. L'analyse de leur dénomination met en évidence une grande variété dans l'organisation communale.

2.2 Autonomie

- Sur une échelle de 1 à 10, les élus ont le plus souvent retenu la position 3 pour qualifier leur autonomie. En 2005, la moyenne nationale était de 4.8, alors que la moyenne pour les réponses du sondage s'élève à 4.1. Historiquement, les cantons romands à l'exception du canton du Valais sont plus centralisateurs que les cantons alémaniques.¹
- A Genève, au même titre que pour le reste de la Suisse, il est important de souligner que ce ne sont pas les élus des plus petites communes qui estiment avoir le moins d'autonomie. Ce sont souvent les élus des grandes communes qui sont dotés de structures administratives importantes qui se sentent les plus restreints dans leur marge de manœuvre décisionnelle.

2.3 Capacité à assumer les tâches communales

Dans 13 domaines des 21 domaines d'intervention des communes genevoises, la majorité des répondants estime avoir la capacité, soit les ressources nécessaires pour assumer leurs tâches.

- Les 8 domaines suivants sont plus problématiques.
 - Petite enfance (24%)
 - Prestations sociales (27%)
 - Aménagement du territoire et plans de zones (39%)
 - Construction de logements (48%)
 - Transport publics/complément à l'offre TPG (46%)
 - Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic) (43%)
 - Promotion économique (32%)
 - Approvisionnement en énergie (29%)
- A l'exception des questions relatives à la petite enfance ce sont les représentants des moyennes et grandes communes qui ont l'impression que des limites de capacités ont été atteintes pour répondre aux demandes fortes des citoyens.

2.4 Collaboration intercommunale, partenariats, fusion

- Dans 90 % des communes représentées une ou plusieurs collaborations existent avec d'autres communes à travers des groupements intercommunaux à but unique. 10% des magistrates et magistrats souhaitent utiliser encore plus cette modalité d'intervention à l'avenir.
- Si la loi genevoise permettait des groupements intercommunaux à buts multiples, 66% des répondants souhaiteraient y recourir.
- Dans 21% des communes représentées, il existe des partenariats publics-privés. 58% des répondants souhaitent y recourir à l'avenir.
- 55% des répondants au sondage indiquent faire usage d'une délégation de tâches à des tiers sous contrôle communal (externalisation). 23% pourraient imaginer y recourir.

¹ « Les communes », Katia HORBER-PAPAZIAN, in Manuel de la politique suisse, 4., vollständig überarbeitete Auflage, Zürich, 2006

- Une très grande majorité (90%) des élus indique que dans leur exécutif une fusion avec une ou plusieurs communes n'a jamais été envisagée au cours des cinq dernières années.
- Pour 65% des répondants une fusion n'est pas envisageable, alors qu'elle l'est pour 35%. 75 % des représentants des communes allant jusqu'à 3000 habitants rejettent cette option.
- Le rôle du canton en matière de fusion devrait, selon 97% des répondants ne pas être coercitif et se limiter à des mesures d'encouragement (42%) et de soutien (61%). 20% des élus pensent que la question de la fusion ne concerne pas le canton.

2.5 Effet de débordement

- Les personnes ayant répondu au sondage estiment qu'en moyenne 12% des usagers des prestations liées à la petite enfance n'habitent pas leur commune. Il en va de même selon leur estimation pour 44% des bénéficiaires des manifestations culturelles, 31% des usagers des infrastructures sportives et 39% des usagers des parcs et promenades.

2.6 Défis communaux à relever

- Les problèmes/défis que plus de 20% des représentants des communes mentionnent sont: l'aménagement, l'urbanisme et les autorisations de construire (26%), le manque de ressources fiscales (24%), les lenteurs et contraintes administratives (23%), la circulation et le trafic (21%), la répartition des compétences entre canton et commune et le manque de bases légales (21%).

2.7 Réformes communales

- Entre un quart et un tiers des personnes ayant répondu au sondage souhaite les réformes suivantes pour le futur:
 - Introduction du droit d'éligibilité des étrangers (39%)
 - Renforcement du contrôle et de l'évaluation des prestations communales (34%)
 - Augmentation des compétences des délibérants (24%)
 - Instauration d'un poste de maire assumant cette fonction pour l'ensemble de la législature (24%)
 - Renforcement du rôle du citoyen dans les processus de décision (24%)
 - Programme de législature (23%)
- 89% des élus considèrent le nombre des membres du CA comme adéquat.
- 91% des élus sont opposé à ce que le nombre de délibérants soit identique pour l'ensemble des communes.
- 93% estiment que le nombre de délibérant doit être fixé en fonction du nombre d'habitants de la commune.
- 79 % ne souhaitent pas de modification dans leur relation avec leurs délibérants qu'ils qualifient d'excellente à très bonne pour 49% d'entre eux.
- Parmi les 11 magistrates et magistrats qui souhaitent à l'avenir des modifications dans leurs relations avec les délibérants, les modifications proposées sont très diverses. Pour certains il s'agit d'améliorer la collaboration la

confiance et l'empathie entre le législatif et l'exécutif, ou de responsabiliser plus le législatif, dans cette optique une clarification des rôles entre les instances est souhaitée. Certains souhaitent que les clivages entre les deux conseils soient diminués et que les délibérants maîtrisent mieux les dossiers afin d'éviter que les magistrats ne passent trop de temps à justifier leurs propositions et à expliquer les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Il est également proposé d'améliorer la démocratie participative.

2.8 Relation avec le Canton

Relation avec le Canton : répartition de tâches

- Une très large majorité des répondants souhaite que la répartition des compétences entre canton et communes en matière de compétences décisionnelles (92%), de compétences d'exécution (94%) et de répartition des charges financières (87%) soit revue.
- Des transferts des trois ordres sont souhaités aussi bien du canton aux communes que des communes au canton.
- L'analyse des résultats ne permet pas de mettre en évidence le souhait des magistrats de faire coïncider les cercles de décideurs payeurs et bénéficiaires
- De façon générale les magistrates et magistrats souhaitent obtenir plus de compétences décisionnelles et d'exécution et renoncer à un certain nombre de charges financières
- Ce sont dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la construction d'infrastructures, de la gestion du domaine public et de l'entretien des routes, parcs et promenades que les représentants des communes souhaiteraient à la très grande majorité et quelle que soit la taille des communes, obtenir plus de compétences décisionnelles et d'exécution.
- Une proportion importante d'élus souhaiterait renoncer aux compétences relatives à l'approvisionnement en énergie et à la promotion économique ainsi qu'aux charges financières en matière de transport public/complément à l'offre TPG.
- Dans 14 domaines, il est intéressant de noter que les élus sont totalement partagés quant à la répartition des tâches et charges entre canton et communes.

Une volonté importante combinée avec un fort consensus ² au sein des personnes ayant répondu au sondage (peu de propositions opposées) se dégage par rapport aux transferts suivants		
Types de transferts	du canton à la commune	de la commune au canton
Compétences décisionnelles	Domaine public (68%)	Approvisionnement en énergie (40%)
	Aménagement du territoire et plans de zones (65%)	
	Entretiens des routes, parcs et promenade (53%)	
	Infrastructures sportives (52%)	
Compétences d'exécution	Entretiens des routes, parcs et promenade (61%)	Promotion économique (44%)
	Infrastructures sportives (55%)	Approvisionnement en énergie (44%)
	Infrastructures culturelles (52%)	
	Aménagement du territoire et plans de zones (56%)	
Charges financières	Entretiens des routes, parcs et promenade (47%)	Transport public/complément à l'offre TPG (47%)
		Approvisionnement en énergie (37%)

Tableau 1

² La différence entre les pourcentages des personnes ayant demandé un transfert vers le canton respectivement vers la commune est supérieure à 40 points de pourcentage (=>commune)/30 points de pourcentage (=>canton). (Points de pourcentage = différence entre deux indications en pourcentage)

Dans 14 domaines, les résultats du sondage mettent en évidence une vision particulièrement hétérogène par rapport aux transferts revendiqués. Le nombre de personnes ayant demandé un transfert vers la commune d'une part, ou vers le canton d'autre part, est presque égal (moins de 10 points de pourcentage de différence).			
Domaines	Types de transferts	Commune => canton	Canton => commune
Questions concernant la jeunesse	Charges financières	13 (21%)	18 (29%)
Service du feu	Compétences d'exécution	18 (29%)	22 (35%)
Construction de logements	Charges financières	14 (23%)	18 (29%)
Protection de l'environnement	Compétences décisionnelles	17 (27%)	20 (32%)
Ecoles/infrastructures scolaires	Compétences d'exécution	17 (27%)	19 (31%)
Ecoles/infrastructures scolaires	Charges financières	15 (24%)	17 (27%)
Petite enfance	Charges financières	20 (32%)	22 (35%)
Service du feu	Compétences décisionnelles	20 (32%)	22 (35%)
Police/sécurité publique	Compétences décisionnelles	18 (29%)	19 (31%)
Protection de l'environnement	Compétences d'exécution	20 (32%)	20 (32%)
Canalisation/eaux usées	Compétences décisionnelles	19 (31%)	17 (27%)
Prestations sociales	Compétences décisionnelles	21 (34%)	18 (29%)
Intégration des étrangers	Compétences décisionnelles	20 (32%)	16 (26%)
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Charges financières	18 (29%)	13 (21%)

Tableau 2

- Les variations des prises de position par rapport aux transferts de compétences ne s'expliquent pas par la taille des communes.
- Un tiers des répondants (34%) souhaite que leur commune puisse assumer de nouvelles tâches. Parmi les 21 personnes qui le souhaitent, une majorité précise qu'elle désire avant tout obtenir des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire (n=13), des autorisations de construire (n=5), de la gestion des routes et du trafic (n=6), ainsi que dans la protection de l'environnement et des zones (n=4). Il y a également des mentions uniques en ce qui concerne l'aide sociale, la jeunesse ou la promotion économique.

Relation avec le canton : mode d'attribution des compétences

- Pour 55% des personnes ayant répondu au sondage, il est envisageable que les compétences octroyées aux communes soient différenciées en fonction de leur capacité à les assumer. Les représentants des grandes et moyennes communes sont plus ouverts à cette proposition que les représentants des petites communes.
- Une majorité des personnes ne souhaitant pas que cette option soit retenue propose de la remplacer par le renforcement de la collaboration intercommunale (n=17), le renforcement de la péréquation financière (n=10) ou un soutien financier (subventions ou financement) ou logistique accru de la part du canton pour les communes ne parvenant pas à assumer leurs compétences.

Relation avec le canton : possibilité d'être entendu

- 62% des magistrats n'ont pas l'impression d'être entendus lorsqu'ils émettent un préavis auprès du canton
- Parmi ces personnes, différentes propositions se dégagent pour faire face à cette situation : améliorer les conditions de conciliation avec le canton (n=9), avec notamment la possibilité pour les communes d'argumenter auprès du canton (n=3), donner plus d'autonomie et de compétences décisionnelles aux communes (n=8), rendre les préavis plus contraignants pour le canton (n=9) ou leur donner le statut de décisions permettant au canton de recourir (n=2). Deux magistrats mettent en cause le pouvoir de la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) (n=2), d'autres enfin souhaitent un changement dans l'attitude des fonctionnaires cantonaux, des corrections des contradictions entre les services, ou proposent le regroupement de communes par secteur d'influence accompagné d'un transfert de responsabilité ou encore la réorganisation de l'Etat de Genève, considéré comme mal organisé, vis-à-vis des communes.
- 66% des élus estiment qu'ils ne sont pas entendus lorsqu'ils s'opposent à une décision cantonale.
- Parmi ces personnes, différentes propositions se dégagent pour remédier à cette situation : une forte majorité propose de renforcer la communication, le dialogue et la négociation avec l'Etat (n=19), alors qu'une minorité propose de renforcer l'autonomie décisionnelle communale (n=4). Certains invitent les représentants des communes à faire recours plus systématiquement, souhaitent l'instauration d'un arbitrage externe autre que le tribunal administratif, le renforcement du lobbying auprès des députés cantonaux et l'attribution aux communes d'un droit de référendum. Il est intéressant de relever qu'un magistrat souligne que l'impression d'être entendu varie selon les domaines (l'urbanisme et les autorisations de construire posant problème contrairement au domaine social par exemple). Certains enfin, proposent de regrouper les communes par secteur d'influence ou à l'aide d'exemple rappellent qu'une opposition constructive peut amener d'excellentes solutions.
- 69.4% des magistrats disent répondre toujours aux consultations organisées par le canton et ils sont 87% à répondre aux consultations organisées par l'Association des communes genevoises sur des sujets communaux, 75.6% sur des sujets cantonaux et 43.6% sur des sujets fédéraux.

2.9 Relation avec l'Agglomération

- 45% des personnes ayant répondu au sondage indiquent que leur commune collabore avec des communes françaises ou vaudoises voisines.
- Les domaines de collaboration avec les communes françaises ou vaudoises sont multiples. 27 ont été mentionnés.
- Les domaines qui ont été mentionnés le plus souvent sont les suivants (nombre de mentions et degré de satisfaction par domaine entre parenthèses) :
 - Culture (8) : satisfaisante (4) ; à améliorer (4)
 - Aménagement (6) : satisfaisante (5) ; à améliorer (1)
 - Circulation (5) : satisfaisante (2) ; à améliorer (2)
 - Environnement (5) : satisfaisante (3) ; à améliorer (1)
- Les domaines prioritaires pour lesquels un renforcement de la collaboration est souhaité par plus de 20% des participants au sondage sont : l'aménagement (26%), les transports (publics et privés) (23%)

3 Résultats détaillés du sondage

3.1 Caractéristiques des participants ayant répondu au sondage

Répartition des personnes ayant répondu au sondage par taille de communes en comparaison avec la situation dans le canton de Genève : 5 catégories				
Nb d'habitants de la commune	Nb de réponses du sondage	% des réponses du sondage	Nb de communes dans le Canton de GE	% des communes dans le Canton de GE
0-1'000	9	15.0%	9	20.0%
1'001-5'000	24	40.0%	21	46.7%
5'001-10'000	20	33.3%	12	26.7%
20'000	7	11.7%	3	6.7%
pas d'indication	2	3.3%		
Total	62	100.0%	45	100.0%

Tableau 3

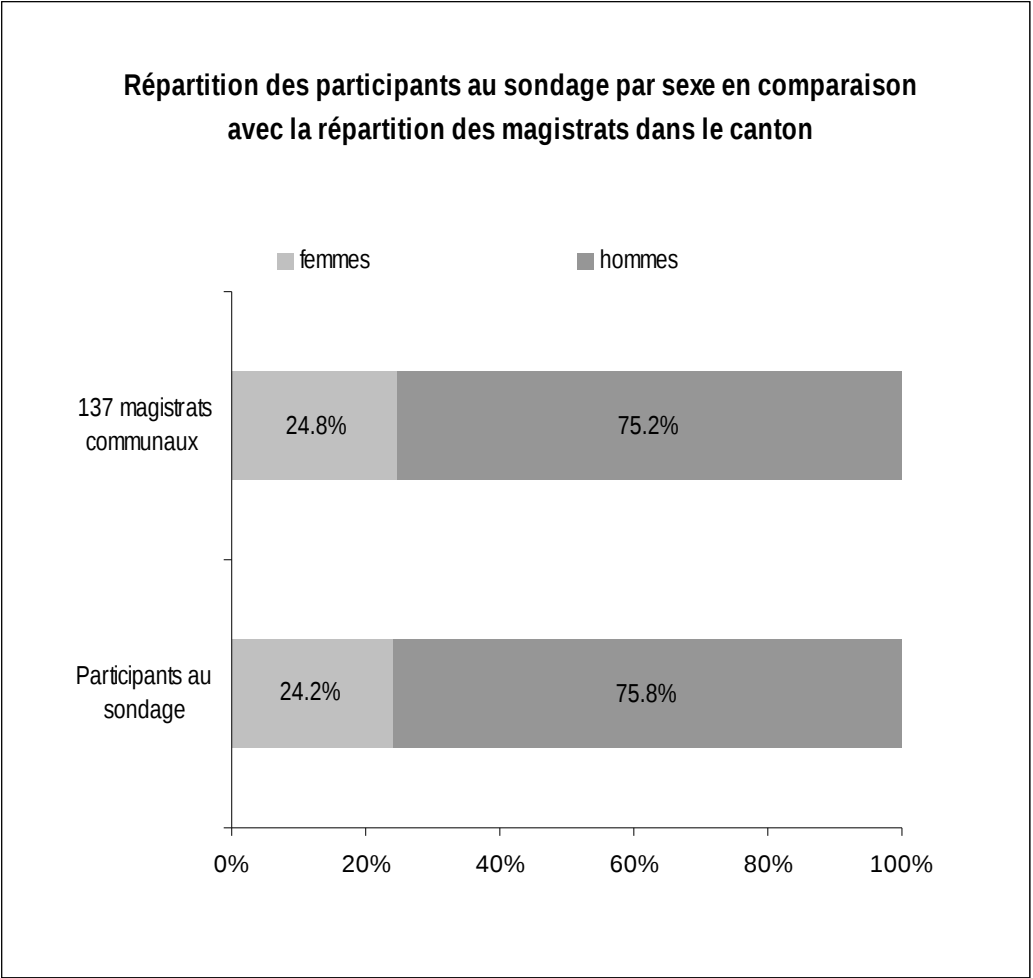


Figure 1

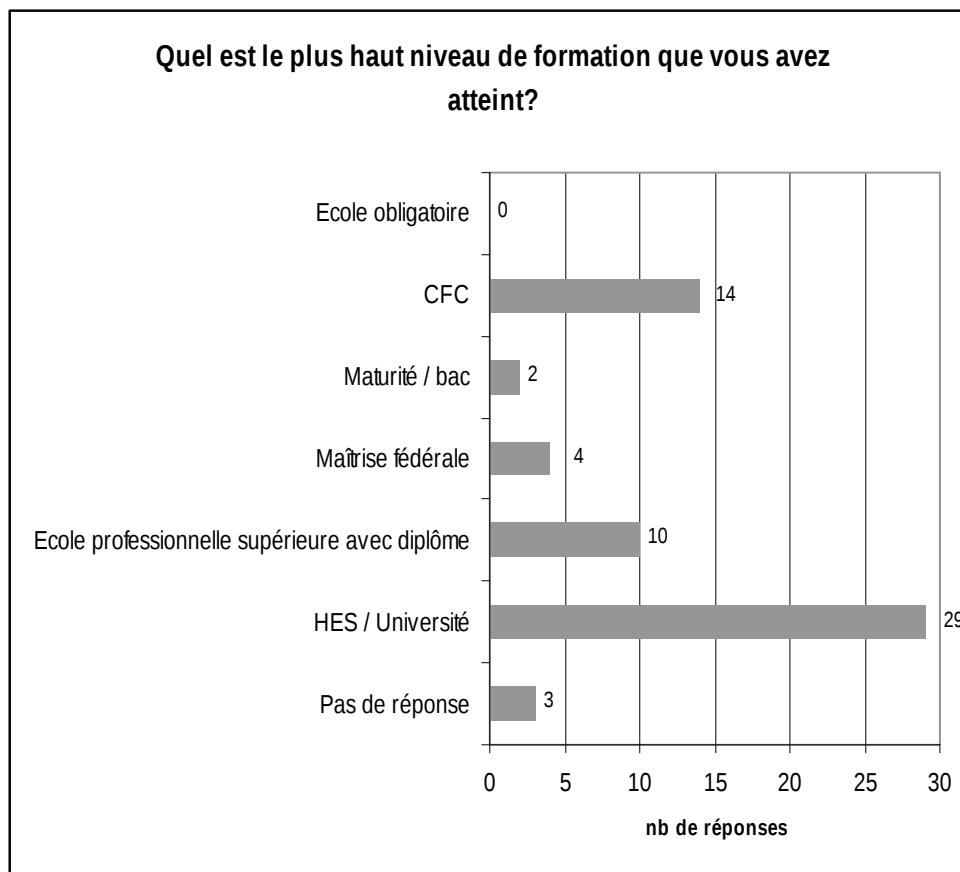


Figure 2

Quelle proportion de temps consacrez-vous à votre mandat communal? (en %)							
Par taille des communes							
Nombre d'habitants de la commune	0-25%	26-50%	51-75%	76-100%	100%+	pas d'indication	Total
0-600	2	3				1	6
601-1'000	2	1					3
1'001-2'000	1	6			1		8
2'001-3'000	2	4	1				7
3'001-5'000		6	2	1			9
5'001-10'000	1	6	3				10
10'001-20'000		3	6	1			10
20'001+		1	1	5			7
pas d'indication		1		1			2
Total	8	31	13	8	1	1	62

Tableau 4

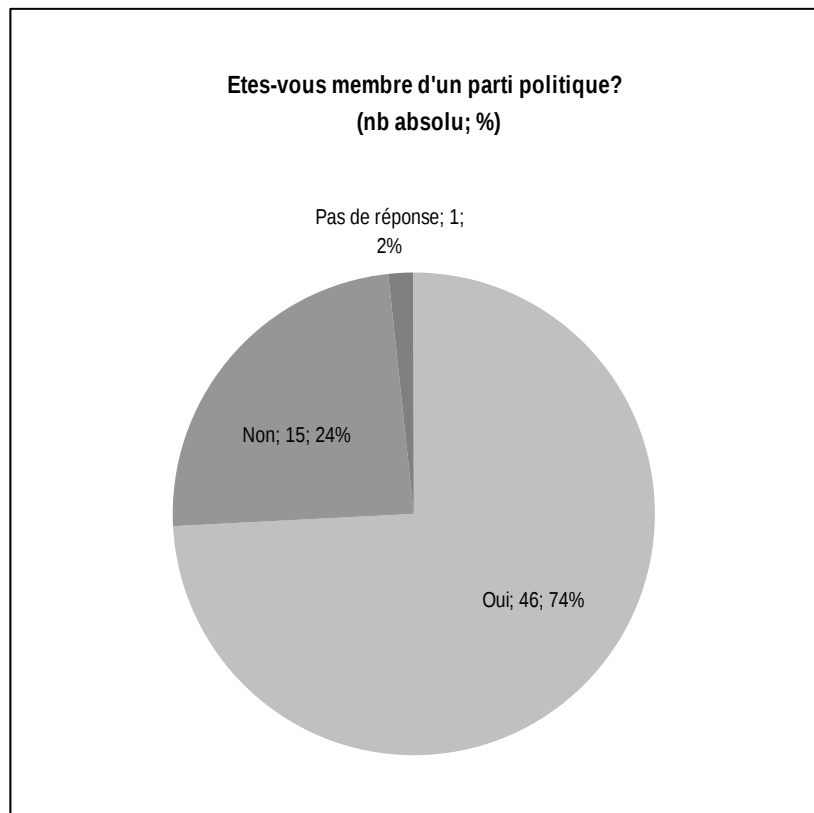


Figure 3

Participation au sondage par partis		
Partis	Nb	%
A gauche toute	1	1.6%
Action villageoise	1	1.6%
Bardonnex alternative	1	1.6%
Libéral	9	14.5%
PDC	14	22.6%
PDL	1	1.6%
PLG	1	1.6%
PS	5	8.1%
Radical	8	12.9%
Verts	2	3.2%
Pas d'indication	19	30.6%
Total	62	100.0%

Tableau 5

De quel(s) dicastère(s) êtes-vous responsable au sein de l'exécutif de votre commune?
Administration, information, social, réclamations, naturalisations, préavis, scolaire
Administration, finances, personnel, aménagement, travaux publics
Affaires immobilières, urbanisme, transports, mobilité, domaine public, routes, assainissement, voirie, environnement, développement durable, agenda 21
Affaires sociales, sport, petite enfance, culture, office des cultures, agriculture, voirie, environnement, incendie, secours, affaires militaires
Aménagement du territoire, routes et infrastructures, juridique et naturalisation, scolaire
Aménagement du territoire, finances, administration, supervision de l'ensemble des activités
Aménagement du territoire, loisirs, écoles affaires sociales
Aménagement du territoire, mobilité, personnel, écoles bâtiment et énergie, développement durable
Aménagement du territoire, construction, environnement
Aménagement et constructions, social et jeunesse, espaces publics, sports, ressources humaines
Aménagement, urbanisme et études transports, environnement, développement durable, agenda 21, sports
Bâtiments
Bâtiments, sécurité, culture, manifestations communales, école, sport, aînés
Bâtiments, social et parascolaire, environnement et énergie
Bâtiments, école, sociale, culture
Bâtiments, routes, finances
Culture, affaires sociales, administration communale, personnel communal
Ecoles, culture, finances, constructions, urbanisme
Ecoles, petite enfance, plan directeur, voirie, autres tâches de protection de l'environnement, aide sociale, restaurant scolaire, aménagement du territoire.
Environnement et espaces publics, aménagement, urbanisme et transports, sports
Feu, PC, police, bâtiments, routes, voirie
Finance, administration, social, sports
Finance, administration, développement économique, environnement et transport
Finances, travaux, urbanisme, sports
Finances et immeubles locatifs, administration, communication et affaires économiques, état civil, sécurité, culture
Finances et logement
Finances routes, déchets, cimetière, sécurité
Finances, scolaires, bâtiments
Finances, administration et transports
Finances, administration générale, aménagement du territoire et sécurité/feu
Finances, administration, sécurité, environnement, mobilité
Finances, administration communale, culture, sociale et jeunesse
Finances, bâtiments, informatique, naturalisations, état civil

Finances, budget, personnel, aménagement du territoire, routes (modération de trafic et canalisations) et mobilité, sécurité (pompiers et protection civile)
Finances, école, information, administration générale, bâtiments et constructions publiques
Finances, routes, bâtiments, agriculture
Gestion communale : finances, employés, etc. scolaire et bâtiments communaux, aménagements et transports feu, PC et sécurité, plan directeur communal, projet d'agglomération, présidence du groupement intercommunal, construction et fonctionnement administratif, relations avec les communes de France voisine pour la circulation
Infrastructures, culture, communication
Routes, assainissement, aménagement
Routes et environnement, sport, culture et loisirs
Routes, cimetières, emplacements communaux, bâtiments
Sécurité municipale (pompiers et PC,) action sociale, jeunesse, petite enfance, solidarité internationale voirie, génie civil, espaces verts, équipements, récupération des déchets
Sécurité, entretien, bâtiments, sports, manifestations, information, affaires militaires et approvisionnement, développement économique, informatique, sécurité municipale, archivage.
Social (petite enfance, aînés, jeunes), environnement et développement durable, culture et loisirs
Social, culture, aménagement (tâches partagées avec CA), communication (tâches partagées avec CA)
Social culture, jumelage, circulation, transport, service du feu, centre de loisirs
Social, jeunesse, action communautaire, sécurité, urbanisme
Social, jeunesse, sécurité, culture et communication
Social, scolaire, développement du village
Sports et sociétés, sécurité, bâtiments et logements, finances
Aménagement, finances, sécurité
Transport, circulation, travaux
Travaux et constructions, environnement et développement durable, sports
Urbanisme, constructions, sport, manifestations, loisirs
Voirie, routes, emplacements communaux, service du feu
Voirie, sécurité, informatique

Tableau 6

3.2 Autonomie

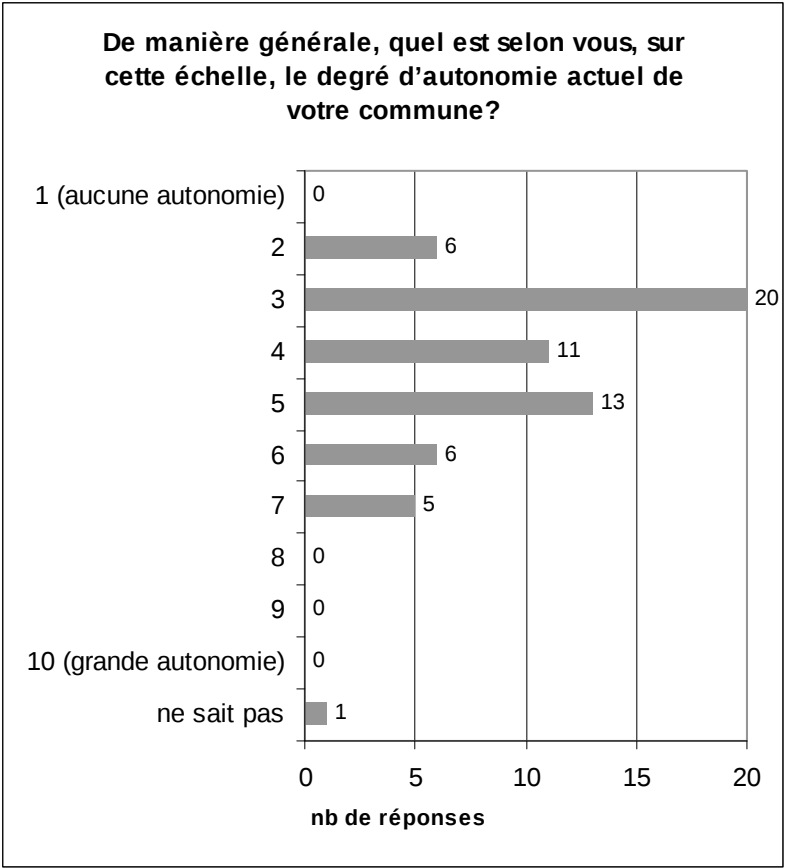


Figure 4

Moyenne de l'autonomie
4.1

Tableau 7

Degré d'autonomie par taille des communes (9/11 catégories)												
	Autonomie (1 = aucune autonomie, 10 = grande autonomie)											
Nb d'habitants par commune	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	ne sait pas	Total
0-600		1		1	3		1					6
601-1'000			1			2						3
1'001-2'000			2	3	2		1					8
2'001-3'000		1	4	1	1							7
3'001-5'000		1	3	1	3		1					9
5'001-10'000			2	3	2	1	2					10
10'001-20'000		1	5	1		2					1	10
20'001+		1	2	1	2	1						7
pas d'indication		1	1									2
Total	0	6	20	11	13	6	5	0	0	0	1	62

Tableau 8

Degré d'autonomie par taille des communes (4/3catégories)									
	Autonomie (1 = aucune autonomie, 10 = grande autonomie)								
Nb. d'habitants de la commune	plutôt faible (1-3)		moyenne (4-5)		plutôt forte (6-7)		Total		
0-3'000	9	38%	11	46%	4	17%	24	100%	
3'001-10'000	6	32%	9	47%	4	21%	19	100%	
10'001+	9	56%	4	25%	3	19%	16	100%	
pas d'indication	2	100%	0	0%	0	0%	2	100%	
Total	26	43%	24	39%	11	18%	61	100%	

Tableau 9

3.3 Capacité à assumer les tâches communales

Il se peut que certaines communes ne puissent plus assumer de manière adéquate toutes leurs tâches, soit parce qu'elles n'ont plus les ressources nécessaires, soit parce que le problème doit être géré à une autre échelle. Pour chaque domaine ci-dessous, merci d'indiquer si votre commune est tout à fait à même d'assumer ses tâches (capacité totale), rencontre des difficultés (capacité partielle), arrive tout juste à assumer ses tâches (atteinte de la limite de sa capacité), n'y parvient plus (capacité insuffisante). (n=62) Figure 5

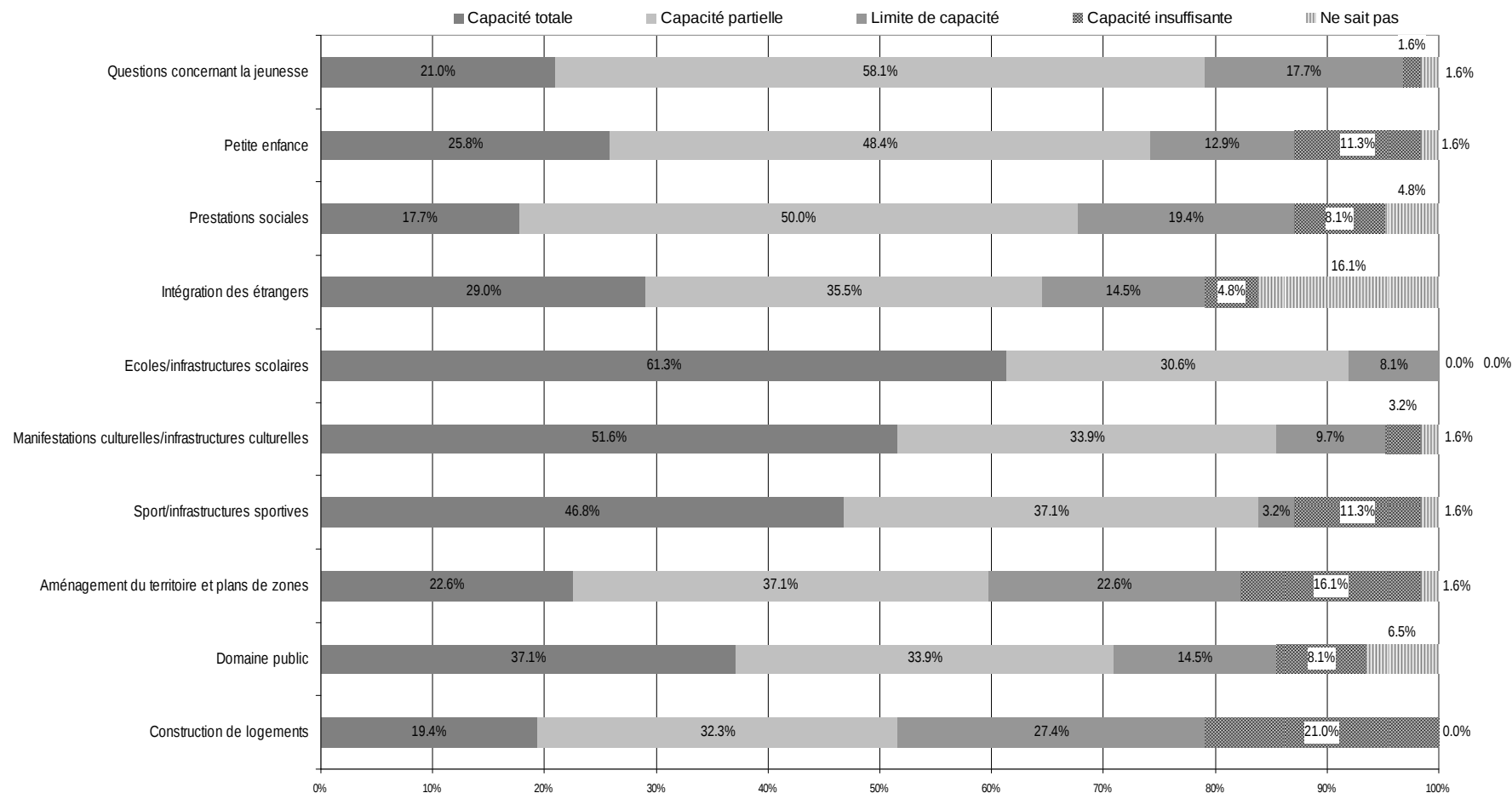


Figure 5

Il se peut que certaines communes ne puissent plus assumer de manière adéquate toutes leurs tâches, soit parce qu'elles n'ont plus les ressources nécessaires, soit parce que le problème doit être géré à une autre échelle. Pour chaque domaine ci-dessous, merci d'indiquer si votre commune est tout à fait à même d'assumer ses tâches (capacité totale), rencontre des difficultés (capacité partielle), arrive tout juste à assumer ses tâches (atteinte de la limite de sa capacité), n'y parvient plus (capacité insuffisante). (n=62) **Figure II**

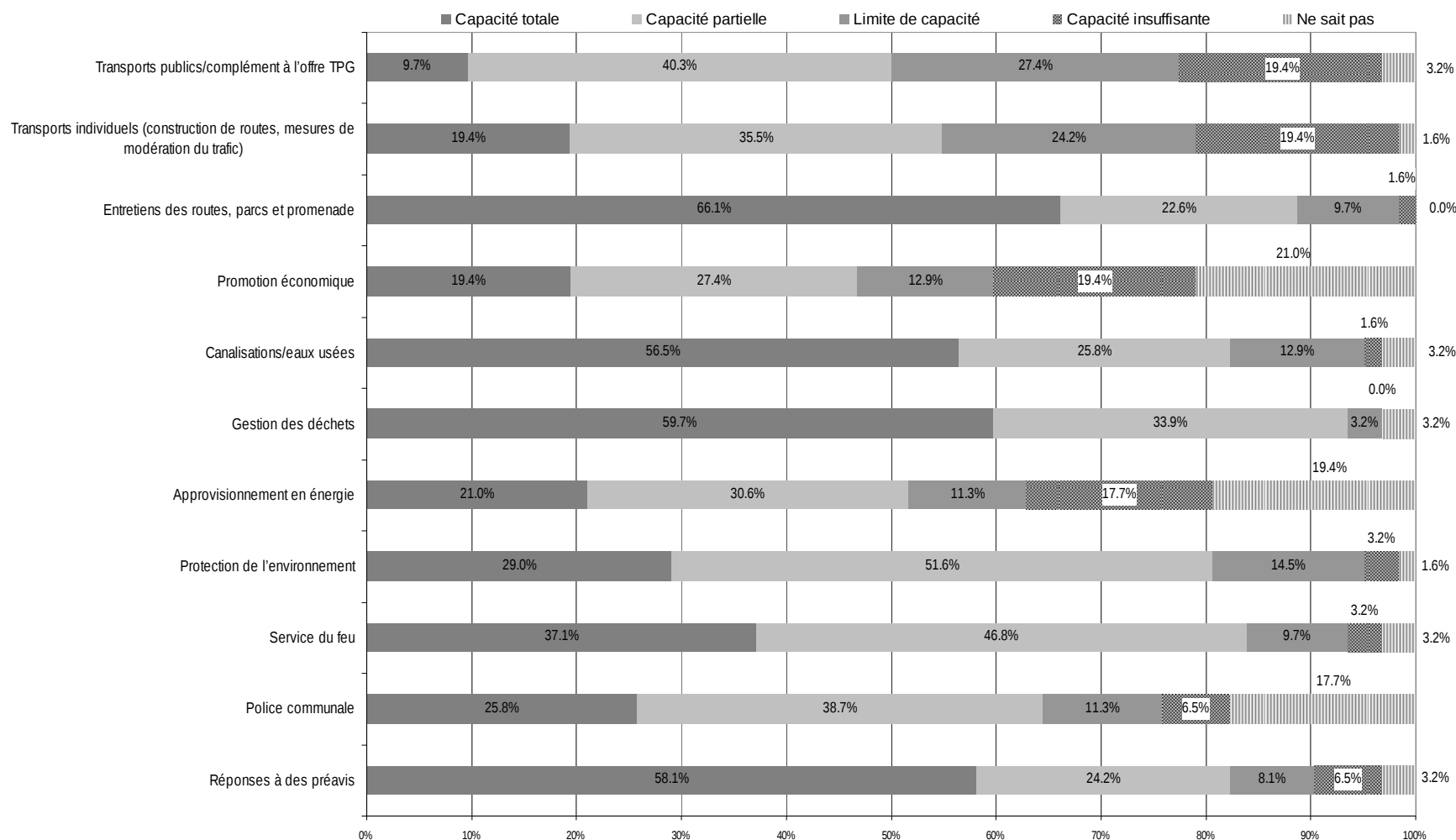


Figure 6

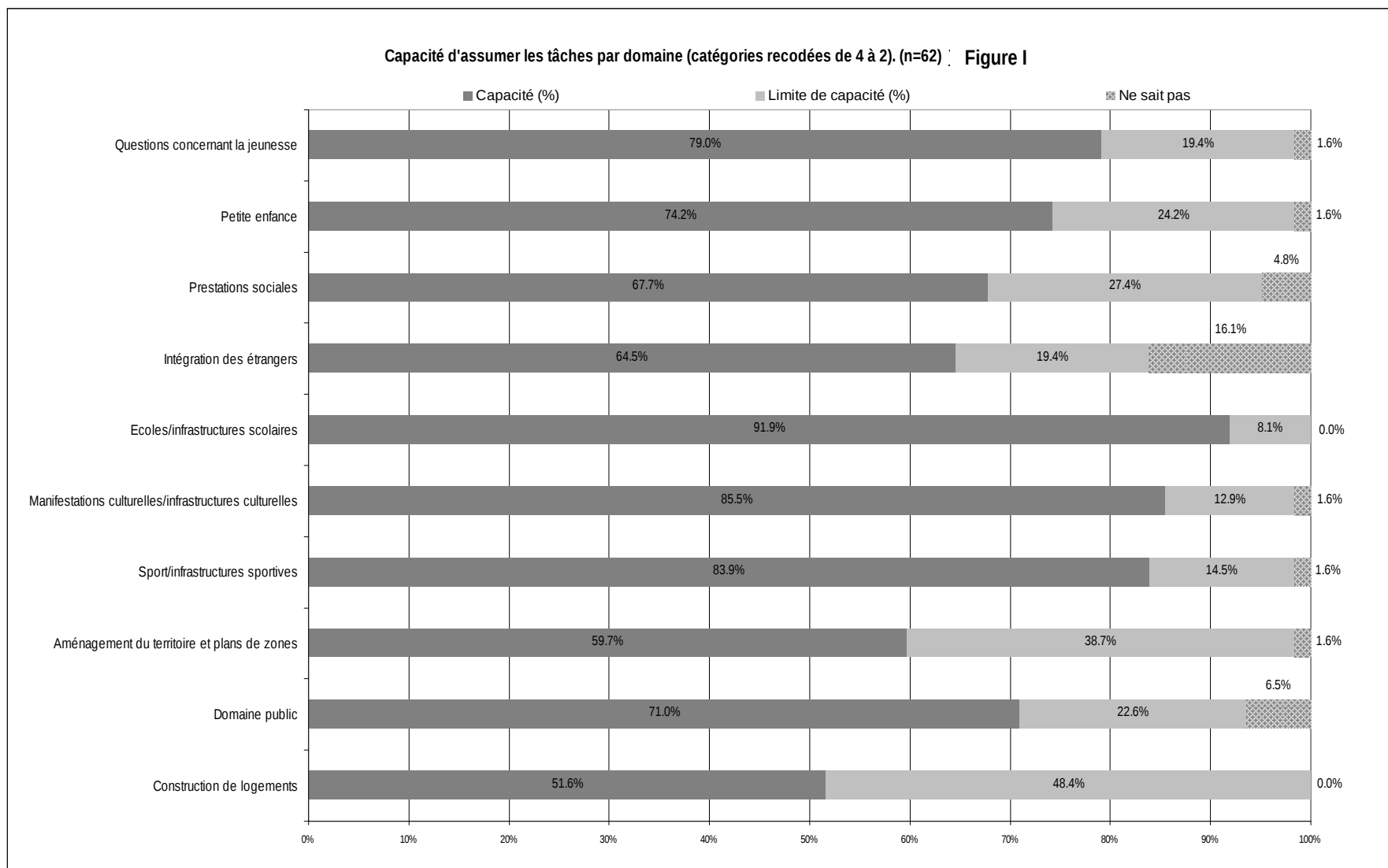


Tableau 10

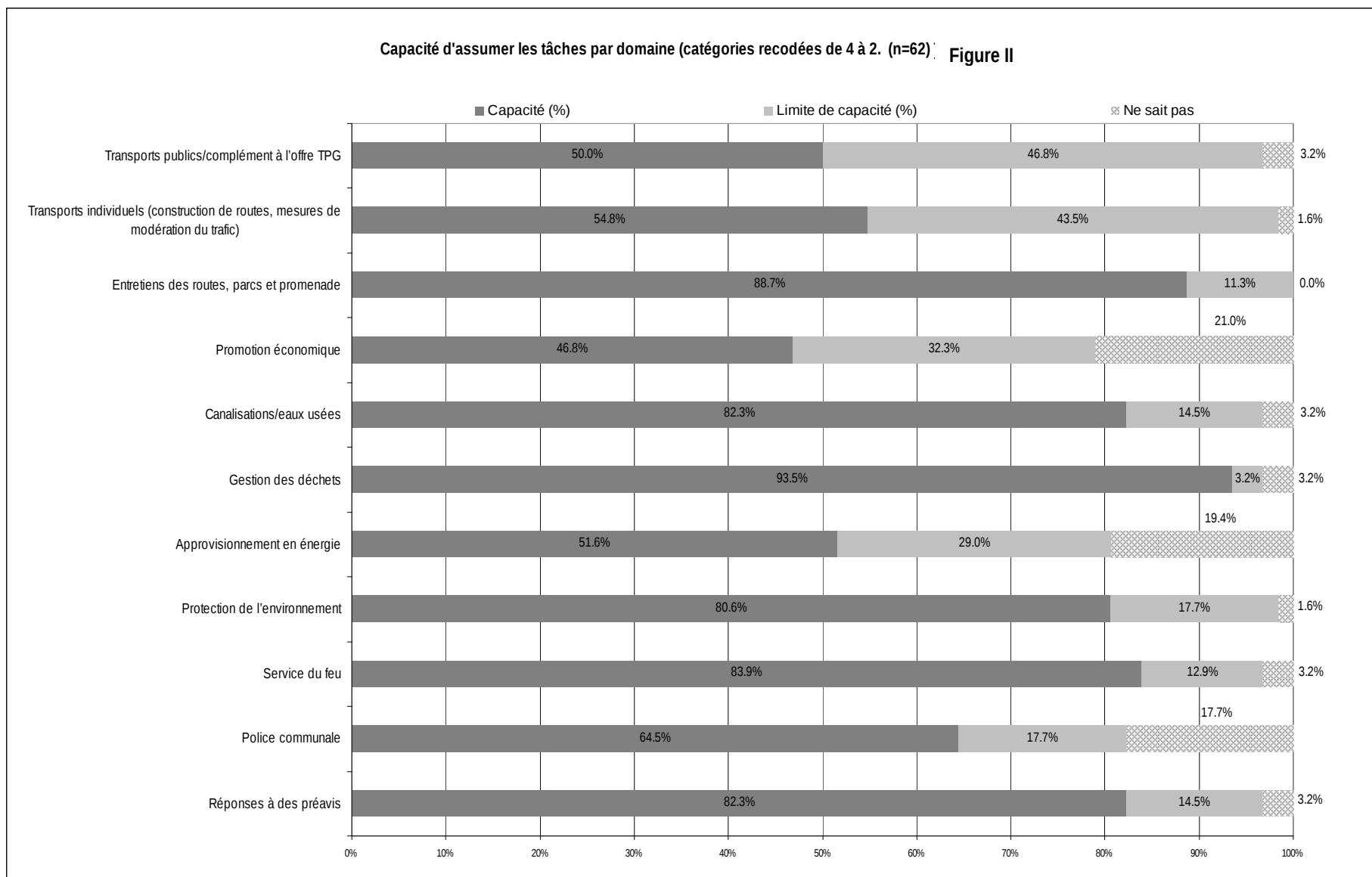


Tableau 11

Domaine dans lesquels plus qu'un quart des participants au sondage indiquent: limite de capacité et capacité insuffisante

Petite enfance par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	17	71%	6	25%	1	4%	24	100%
3001-10000	15	79%	4	21%		0%	19	100%
10001+	13	76%	4	24%		0%	17	100%
pas d'indication	1	50%	1	50%		0%	2	100%
Total	46	74%	15	24%	1	2%	62	100%

Prestations sociales par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	16	67%	6	25%	2	8%	24	100%
3001-10000	12	63%	6	32%	1	5%	19	100%
10001+	12	71%	5	29%		0%	17	100%
pas d'indication	2	100%		0%		0%	2	100%
Total	42	68%	17	27%	3	5%	62	100%

Aménagement du territoire et plans de zones par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	18	75%	6	25%		0%	24	100%
3001-10000	11	58%	8	42%		0%	19	100%
10001+	8	47%	9	53%		0%	17	100%
pas d'indication		0%	1	50%	1	50%	2	100%
Total	37	60%	24	39%	1	2%	62	100%

Construction de logements par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Total			
0-3000	18	75%	6	25%	24	100%		
3001-10000	9	47%	10	53%	19	100%		
10001+	5	29%	12	71%	17	100%		
pas d'indication		0%	2	100%	2	100%		
Total	32	52%	30	48%	62	100%		

Transports publics/complément à l'offre TPG par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	17	71%	6	25%	1	4%	24	100%
3001-10000	8	42%	10	53%	1	5%	19	100%
10001+	6	35%	11	65%		0%	17	100%
pas d'indication		0%	2	100%		0%	2	100%
Total	31	50%	29	47%	2	3%	62	100%

Transports individuels par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	16	67%	8	33%		0%	24	100%
3001-10000	12	63%	7	37%		0%	19	100%
10001+	6	35%	11	65%		0%	17	100%
pas d'indication		0%	1	50%	1	50%	2	100%
Total	34	55%	27	44%	1	2%	62	100%

Promotion économique par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	12	50%	4	17%	8	33%	24	100%
3001-10000	10	53%	6	32%	3	16%	19	100%
10001+	7	41%	9	53%	1	6%	17	100%
pas d'indication		0%	1	50%	1	50%	2	100%
Total	29	47%	20	32%	13	21%	62	100%

Approvisionnement en énergie par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	Capacité		Limite de capacité		Ne sait pas		Total	
0-3000	14	58%	5	21%	5	21%	24	100%
3001-10000	9	47%	7	37%	3	16%	19	100%
10001+	9	53%	5	29%	3	18%	17	100%
pas d'indication		0%	1	50%	1	50%	2	100%
Total	32	52%	18	29%	12	19%	62	100%

3.4 Collaboration intercommunale, partenariats, fusion

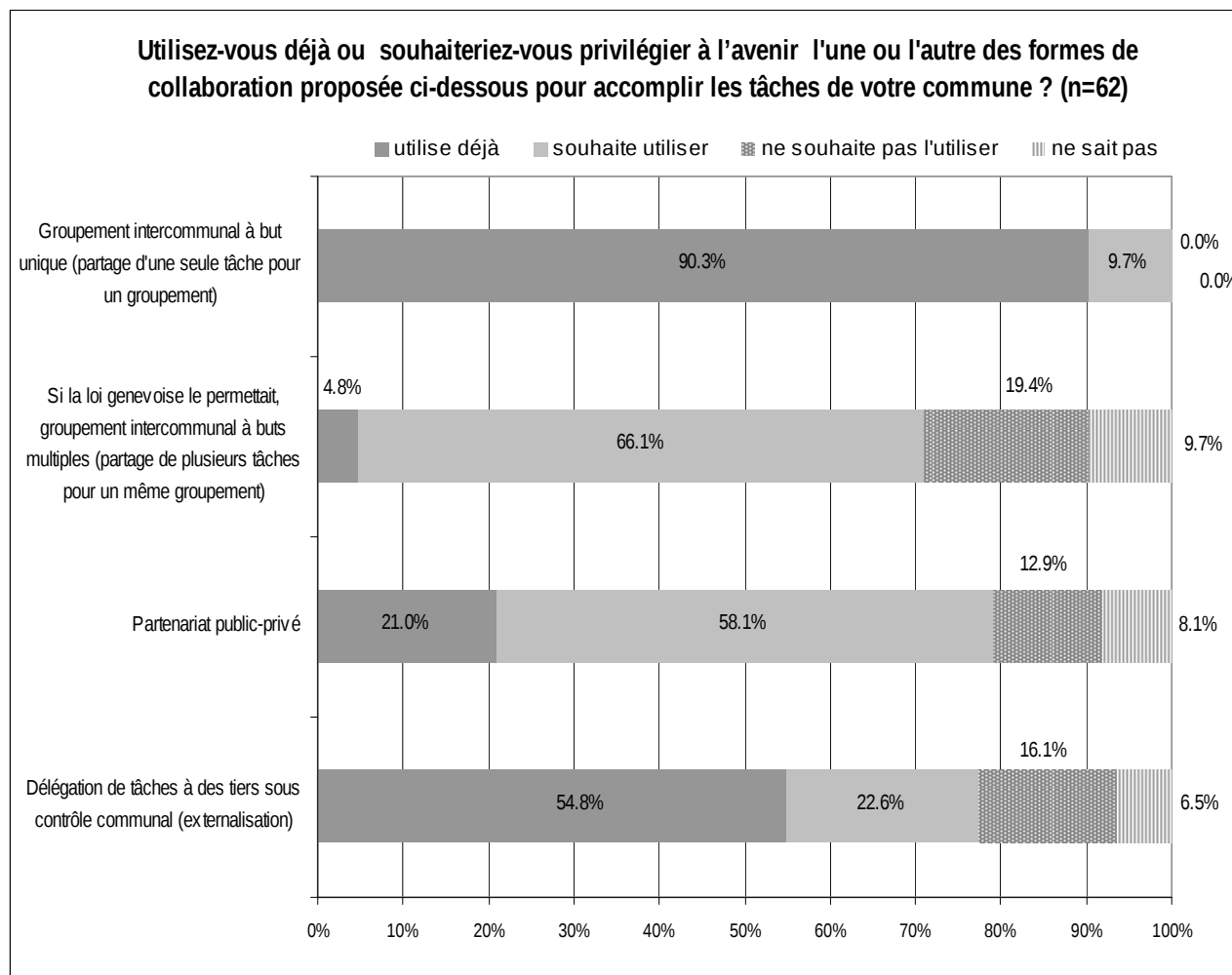


Figure 7

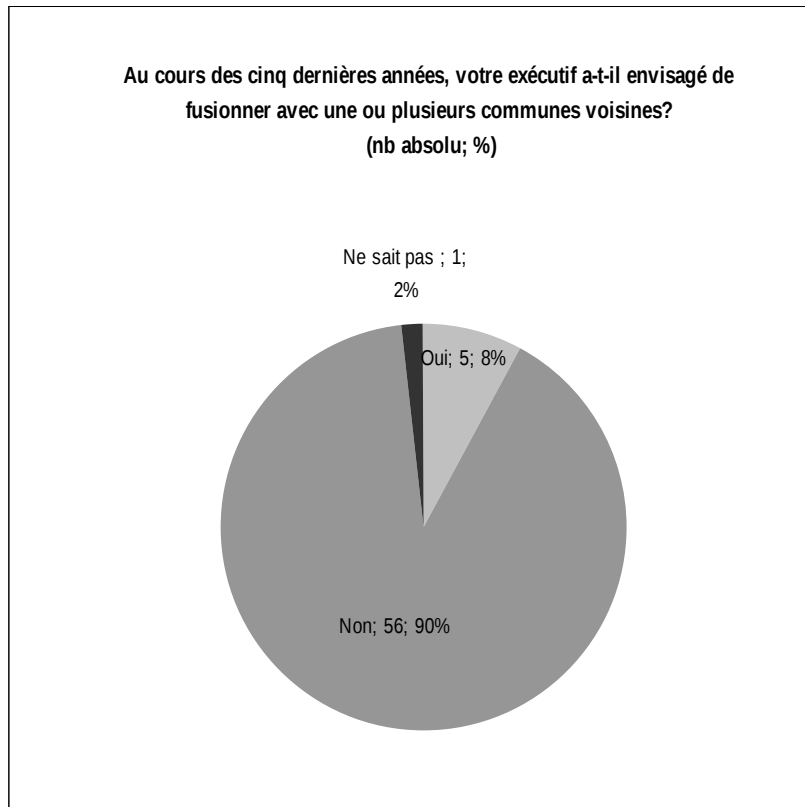


Figure 8

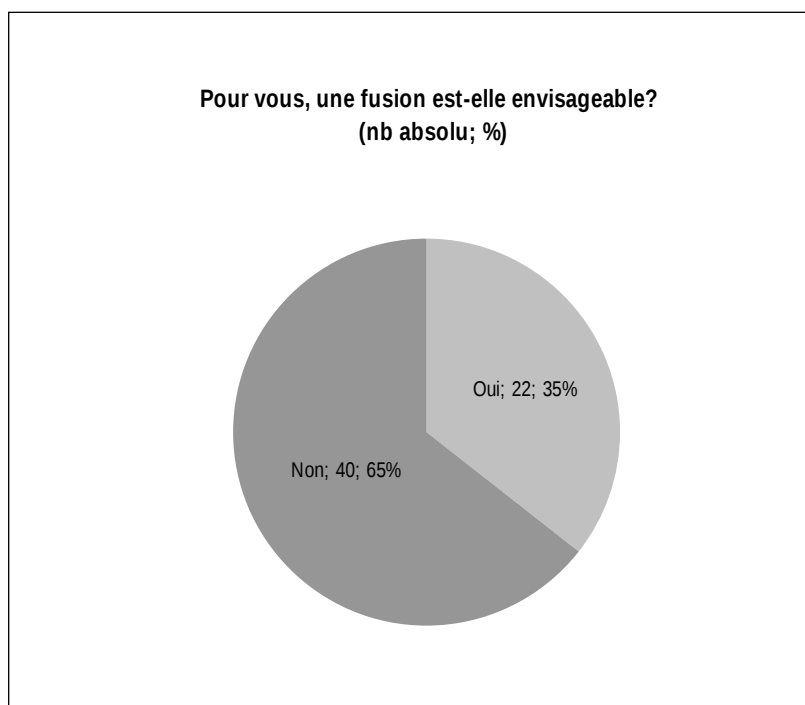


Figure 9

Pour vous, une fusion est-elle envisageable ?			
Par taille des communes (9 catégories)			
Nb. d'habitants de la commune	Non	Oui	Total
0-600	4 (67%)	2 (33%)	6 (100%)
601-1'000	3 (100%)		3 (100%)
1'001-2'000	6 (75%)	2 (25%)	8 (100%)
2'001-3'000	5 (71%)	2 (29%)	7 (100%)
3'001-5'000	5 (56%)	4 (44%)	9 (100%)
5'001-10'000	7 (70%)	3 (30%)	10 (100%)
10'001-20'000	5 (50%)	5 (50%)	10 (100%)
20'001+	4 (57%)	3 (43%)	7 (100%)
pas d'indication	1 (50%)	1 (50%)	2 (100%)
Total	40 (65%)	22 (35%)	62 (100%)

Tableau 12

Pour vous, une fusion est-elle envisageable ?			
Par taille des communes (4 catégories)			
Nb. d'habitants de la commune	Non	Oui	Total
0-3000	18 (75%)	6 (25%)	24 (100%)
3001-10000	12 (63%)	7 (37%)	19 (100%)
10001+	9 (53%)	8 (47%)	17 (100%)
pas d'indication	1 (50%)	1 (50%)	2 (100%)
Total	40 (65%)	22 (35%)	62 (100%)

Tableau 13

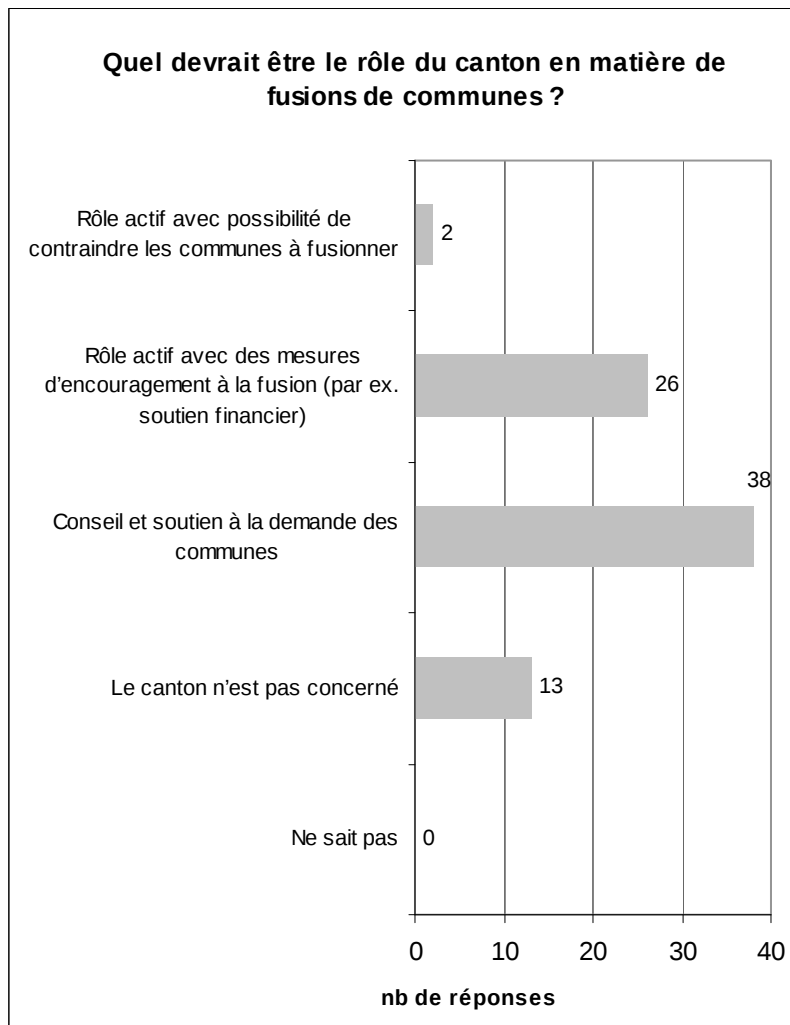


Figure 10

3.5 Effet de débordement

Estimation du pourcentage d'usagers ne résidant pas dans la commune par rapport au nombre total des usagers des prestations de petite enfance, de sport, de manifestations culturelles et des parcs et promenade						
	Moyenne	Minimum	1 ^{er} quartile	2 ^{ème} quartile (médiane)	3 ^{ème} quartile	Maximum
Petite enfance	11.89	0	1	10	20	50
Culture	43.93	0	39	50	70	99
Sports	31.21	0	20	35	50	80
Parcs et promenades	39.04	0	21	40	60	90

Tableau 14

3.6 Défis communaux à relever

Selon vous, quels sont les trois principaux problèmes / défis auxquels votre commune est aujourd'hui confrontée dans son fonctionnement?	
Domaines	Nb. de mentions
Aménagement urbanisme et autorisations de construire	16
Manque de ressources fiscales	15
Lenteur et contraintes administratives	14
Circulation et trafic	13
Compétences canton-commune/ manque de bases légales	13
Logements	12
Sécurité et rôle de la police	12
Petite Enfance	9
Jeunesse/ défi intergénérationnel	7
Mobilité	6
Estimation des rentrées fiscales	6
Réformes institutionnelles (fusion, agglomération, collaboration)	6
Vie de la commune	6
Construction de bâtiments publics et d'infrastructures	5
Augmentation de la population	3
Développement économique/emploi	3
Environnement/ approvisionnement énergétique	3
Entretien d'infrastructures et de bâtiments	3
Gestion du personnel	3
Relève politique	3

Aide sociale	2
Manque de temps	2
Réorganisation administrative	2
Complexité et diversité des problèmes	1

Tableau 15

3.7 Réformes communales

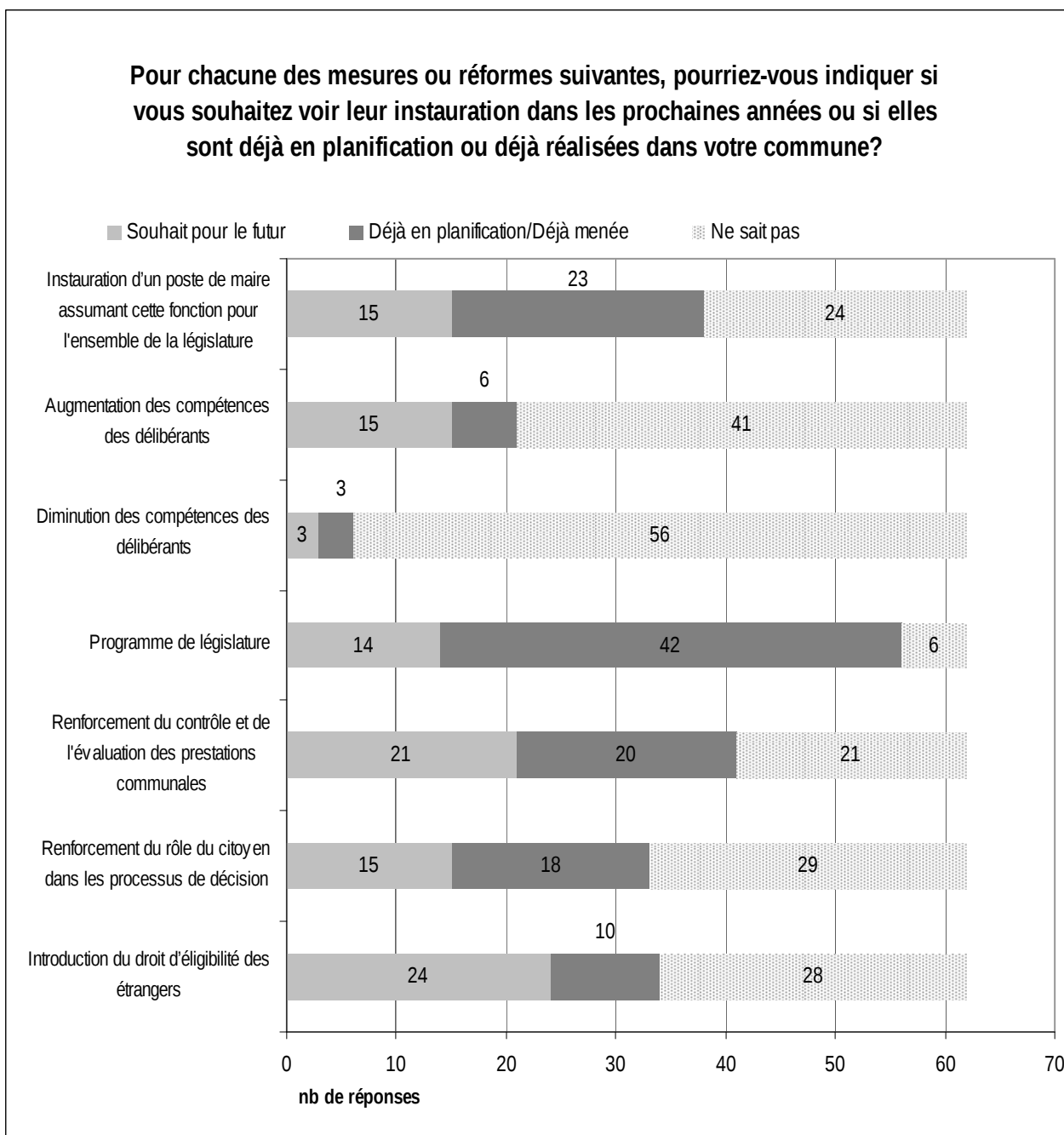


Figure 11

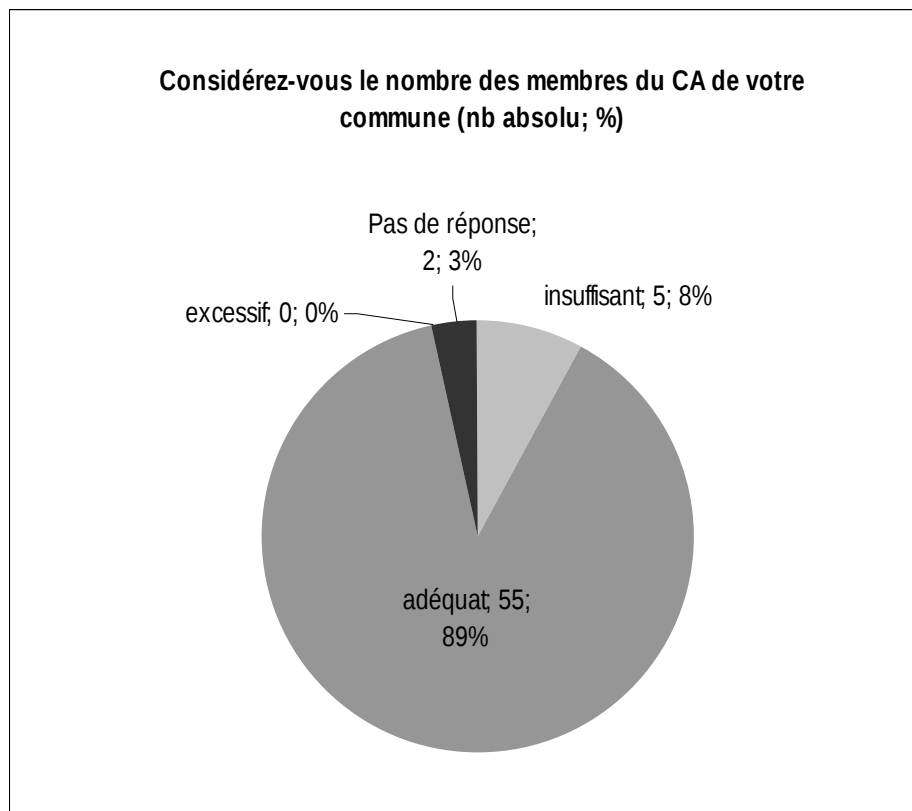


Figure 12

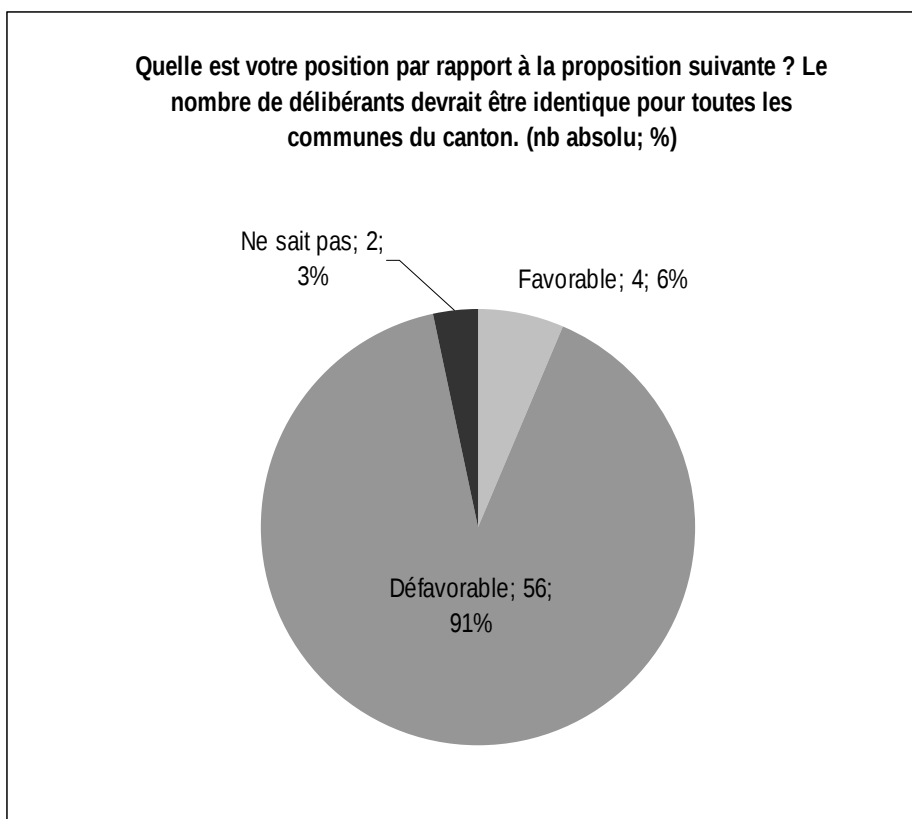


Figure 13

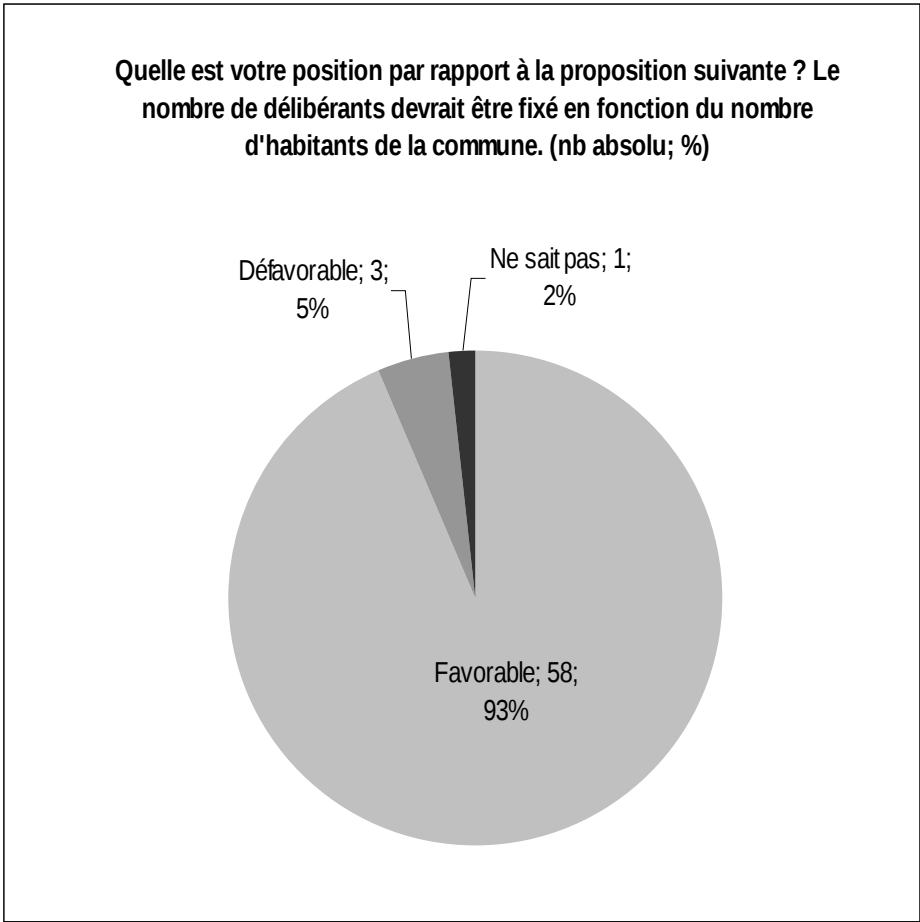


Figure 14

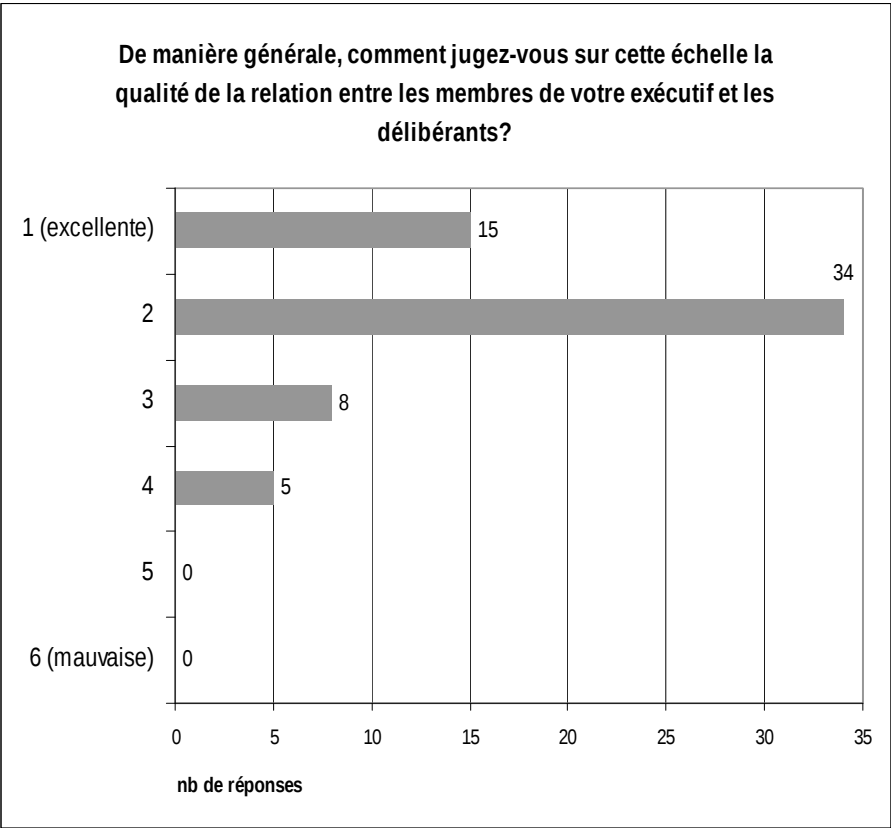
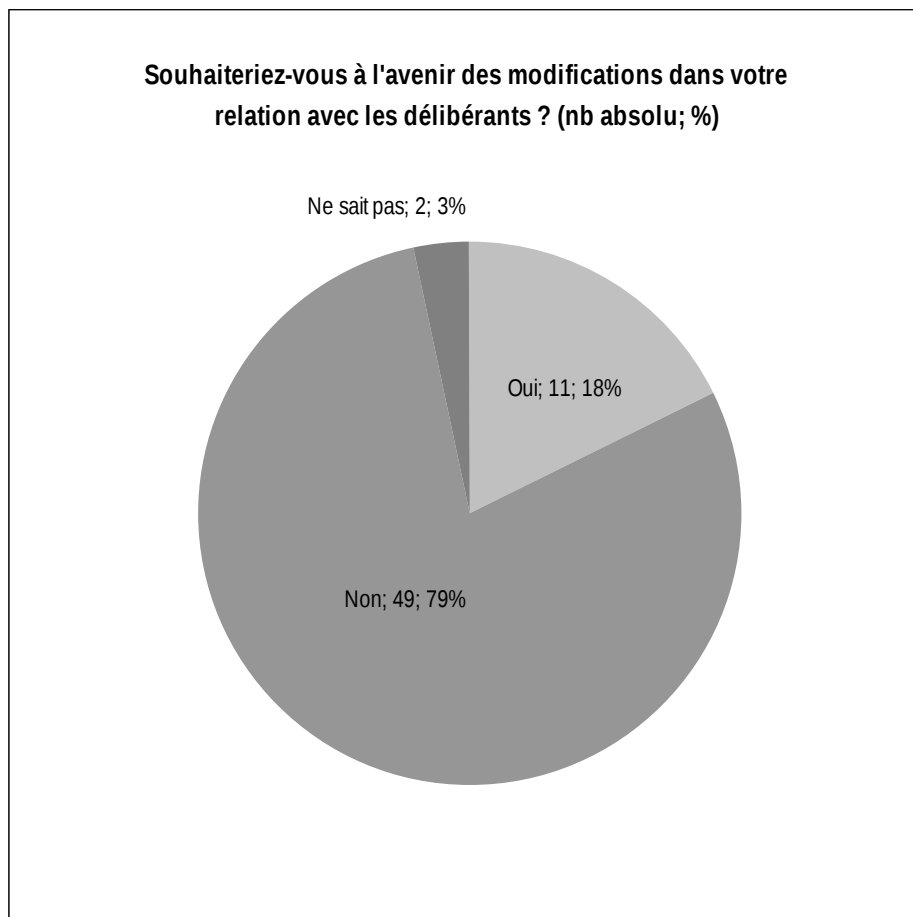


Figure 15

**Figure 16**

Parmi les 11 magistrates et magistrats qui souhaitent à l'avenir des modifications dans leurs relations avec les délibérants, les modifications proposées sont très diverses. Pour certains il s'agit d'améliorer la collaboration la confiance et l'empathie entre le législatif et l'exécutif, ou de responsabiliser plus le législatif, dans cette optique une clarification des rôles entre les instances est souhaitée. Certains souhaitent que les clivages entre les deux conseils soient diminués et que les délibérants maîtrisent mieux les dossiers afin d'éviter que les magistrats ne passe trop de temps à justifier leurs propositions et à expliquer les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Il est également proposé d'améliorer la démocratie participative.

3.8 Relation avec le Canton

Relation avec le Canton : répartition de tâches

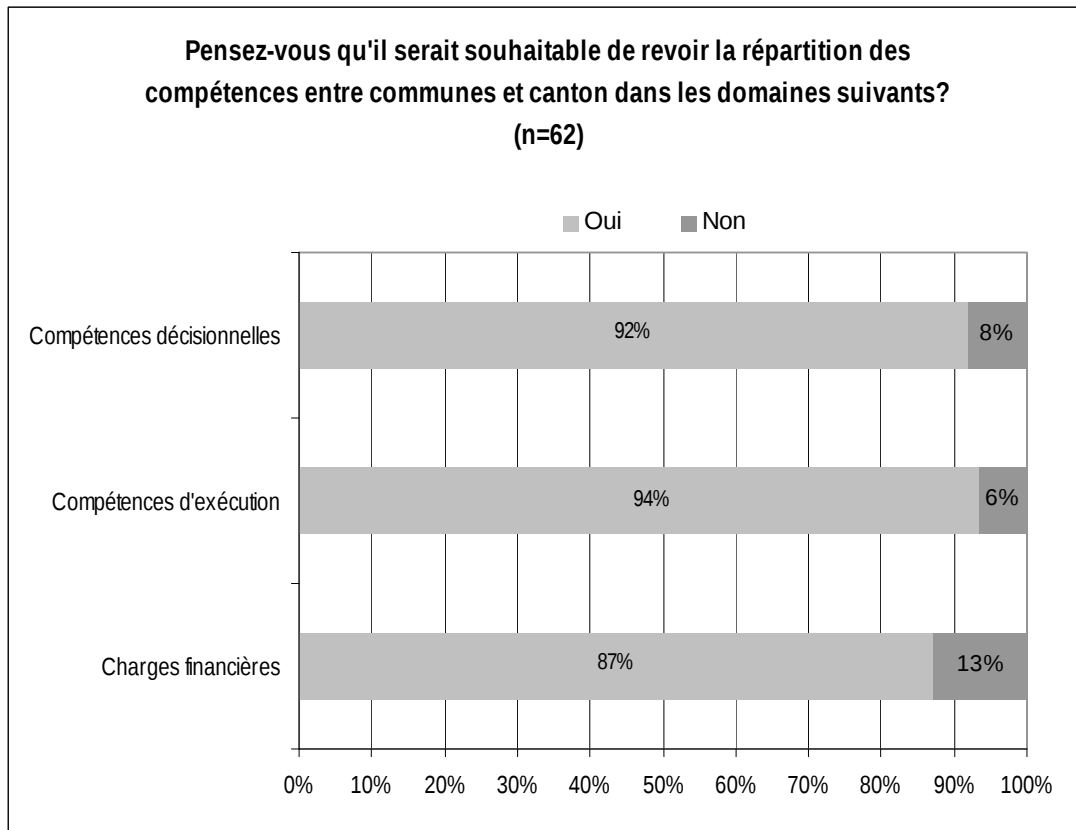


Figure 17

	Pensez-vous qu'il serait souhaitable de revoir la répartition des compétences entre communes et canton dans les domaines suivants?		
	Compétences décisionnelles		
Nb d'habitants de la commune	non	oui	Total
0-600		6	6
601-1'000		3	3
1'001-2'000		8	8
2'001-3'000	1	6	7
3'001-5'000	3	6	9
5'001-10'000		10	10
10'001-20'000		10	10
20'001+	1	6	7
pas d'indication		2	2
Total	5	57	62

Tableau 16

	Pensez-vous qu'il serait souhaitable de revoir la répartition des compétences entre communes et canton dans les domaines suivants?		
	Compétences d'exécution		
Nb d'habitants de la commune	non	oui	Total
0-600		6	6
601-1'000		3	3
1'001-2'000		8	8
2'001-3'000	1	6	7
3'001-5'000	2	7	9
5'001-10'000		10	10
10'001-20'000		10	10
20'001+		7	7
pas d'indication	1	1	2
Total	4	58	62

Tableau 17

	Pensez-vous qu'il serait souhaitable de revoir la répartition des compétences entre communes et canton dans les domaines suivants?		
	Charges financières		
Nb d'habitants de la commune	non	oui	Total
0-600		6	6
601-1'000		3	3
1'001-2'000		8	8
2'001-3'000	2	5	7
3'001-5'000	3	6	9
5'001-10'000	1	9	10
10'001-20'000	1	9	10
20'001+	1	6	7
pas d'indication		2	2
Total	8	54	62

Tableau 18

Transferts (compétences décisionnelles, compétences d'exécution, charges financières) entre communes et Canton par domaine (ordre alphabétique des domaines)						
Domaines	Types de transfert	commune => canton (nb/%)	Ecart type ³ (domaine)	canton => commune (nb/%)	Ecart type (domaine)	Total
Aménagement du territoire et plans de zones	Compétences décisionnelles	7 (11%)		40 (65%)		47 (76%)
Aménagement du territoire et plans de zones	Compétences d'exécution	10 (16%)		35 (56%)		45 (73%)
Aménagement du territoire et plans de zones	Charges financières	11 (18%)	2.1	20 (32%)	10.4	31 (50%)
Approvisionnement en énergie	Compétences décisionnelles	25 (40%)		5 (8%)		30 (48%)
Approvisionnement en énergie	Compétences d'exécution	27 (44%)		6 (10%)		33 (53%)
Approvisionnement en énergie	Charges financières	23 (37%)	2.0	3 (5%)	1.5	26 (42%)
Canalisation/eaux usées	Compétences décisionnelles	19 (31%)		17 (27%)		36 (58%)
Canalisation/eaux usées	Compétences d'exécution	22 (35%)		14 (23%)		36 (58%)
Canalisation/eaux usées	Charges financières	20 (32%)	1.5	8 (13%)	4.6	28 (45%)

³ Mesure de dispersion des données quantitatives (écarts de données par rapport à la moyenne)

Construction de logements	Compétences décisionnelles	11 (18%)		29 (47%)		40 (65%)
Construction de logements	Compétences d'exécution	10 (16%)		31 (50%)		41 (66%)
Construction de logements	Charges financières	14 (23%)	2.1	18 (29%)	7.0	32 (52%)
Domaine public	Compétences décisionnelles	3 (5%)		42 (68%)		45 (73%)
Domaine public	Compétences d'exécution	10 (16%)		31 (50%)		41 (66%)
Domaine public	Charges financières	10 (16%)	4.0	22 (35%)	10.0	32 (52%)
Ecoles/infrastructures scolaires	Compétences décisionnelles	12 (19%)		23 (37%)		35 (56%)
Ecoles/infrastructures scolaires	Compétences d'exécution	17 (27%)		19 (31%)		36 (58%)
Ecoles/infrastructures scolaires	Charges financières	15 (24%)	2.5	17 (27%)	3.1	32 (52%)
Entretiens des routes, parcs et promenade	Compétences décisionnelles	5 (8%)		33 (53%)		38 (61%)
Entretiens des routes, parcs et promenade	Compétences d'exécution	5 (8%)		38 (61%)		43 (69%)
Entretiens des routes, parcs et promenade	Charges financières	1 (2%)	2.3	29 (47%)	4.5	30 (48%)
Gestion des déchets	Compétences décisionnelles	11 (18%)		21 (34%)		32 (52%)
Gestion des déchets	Compétences d'exécution	13 (21%)		25 (40%)		38 (61%)
Gestion des déchets	Charges financières	9 (15%)	2.0	20 (32%)	2.6	29 (47%)
Intégration des étrangers	Compétences décisionnelles	20 (32%)		16 (26%)		36 (58%)
Intégration des étrangers	Compétences d'exécution	21 (34%)		14 (23%)		35 (56%)
Intégration des étrangers	Charges financières	23 (37%)	1.5	8 (13%)	4.2	31 (50%)
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	Compétences décisionnelles	11 (18%)		25 (40%)		36 (58%)
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	Compétences d'exécution	4 (6%)		32 (52%)		36 (58%)
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	Charges financières	7 (11%)	3.5	23 (37%)	4.7	30 (48%)
Petite enfance	Compétences décisionnelles	14 (23%)		32 (52%)		46 (74%)
Petite enfance	Compétences d'exécution	12 (19%)		33 (53%)		45 (73%)

Petite enfance	Charges financières	20 (32%)	4.2	22 (35%)	6.1	42 (68%)
Police/sécurité publique	Compétences décisionnelles	18 (29%)		19 (31%)		37 (60%)
Police/sécurité publique	Compétences d'exécution	23 (37%)		16 (26%)		39 (63%)
Police/sécurité publique	Charges financières	23 (37%)	2.9	8 (13%)	5.7	31 (50%)
Prestations sociales	Compétences décisionnelles	21 (34%)		18 (29%)		39 (63%)
Prestations sociales	Compétences d'exécution	25 (40%)		14 (23%)		39 (63%)
Prestations sociales	Charges financières	23 (37%)	2.0	12 (19%)	3.1	35 (56%)
Promotion économique	Compétences décisionnelles	23 (37%)		10 (16%)		33 (53%)
Promotion économique	Compétences d'exécution	27 (44%)		6 (10%)		33 (53%)
Promotion économique	Charges financières	23 (37%)	2.3	7 (11%)	2.1	30 (48%)
Protection de l'environnement	Compétences décisionnelles	17 (27%)		20 (32%)		37 (60%)
Protection de l'environnement	Compétences d'exécution	20 (32%)		20 (32%)		40 (65%)
Protection de l'environnement	Charges financières	21 (34%)	2.1	8 (13%)	6.9	29 (47%)
Questions concernant la jeunesse	Compétences décisionnelles	8 (13%)		25 (40%)		33 (53%)
Questions concernant la jeunesse	Compétences d'exécution	12 (19%)		29 (47%)		41 (66%)
Questions concernant la jeunesse	Charges financières	13 (21%)	2.6	18 (29%)	5.6	31 (50%)
Service du feu	Compétences décisionnelles	20 (32%)		22 (35%)		42 (68%)
Service du feu	Compétences d'exécution	18 (29%)		22 (35%)		40 (65%)
Service du feu	Charges financières	22 (35%)	2.0	11 (18%)	6.4	33 (53%)
Sport/infrastructures sportives	Compétences décisionnelles	6 (10%)		32 (52%)		38 (61%)
Sport/infrastructures sportives	Compétences d'exécution	4 (6%)		34 (55%)		38 (61%)
Sport/infrastructures sportives	Charges financières	9 (15%)	2.5	23 (37%)	5.9	32 (52%)
Transport public/complément à l'offre TPG	Compétences décisionnelles	23 (37%)		16 (26%)		39 (63%)
Transport public/complément à l'offre TPG	Compétences d'exécution	27 (44%)		14 (23%)		41 (66%)
Transport public/complément à l'offre TPG	Charges financières	29 (47%)	3.1	4 (6%)	6.4	33 (53%)

Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Compétences décisionnelles	16 (26%)		32 (52%)		48 (77%)
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Compétences d'exécution	14 (23%)		31 (50%)		45 (73%)
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Charges financières	18 (29%)	2.0	13 (21%)	10.7	31 (50%)

Tableau 19

Transferts (compétences décisionnelles, compétences d'exécution, charges financières) du canton à la commune par type de transfert (triées en fonction de l'importance de la demande de transferts) (n=62)		
Types de transfert	Domaines	canton => commune (nb/%)
Compétences décisionnelles	Domaine public	42 (68%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	40 (65%)
	Entretiens des routes, parcs et promenade	33 (53%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	32 (52%)
	Petite enfance	32 (52%)
	Sport/infrastructures sportives	32 (52%)
	Construction de logements	29 (47%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	25 (40%)
	Questions concernant la jeunesse	25 (40%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	23 (37%)
	Service du feu	22 (35%)
	Gestion des déchets	21 (34%)
	Protection de l'environnement	20 (32%)
	Police/sécurité publique	19 (31%)
	Prestations sociales	18 (29%)
	Canalisation/eaux usées	17 (27%)
	Transport public/complément à l'offre TPG	16 (26%)
	Intégration des étrangers	16 (26%)
	Promotion économique	10 (16%)
	Approvisionnement en énergie	5 (8%)
Compétences d'exécution	Entretiens des routes, parcs et promenade	38 (61%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	35 (56%)
	Sport/infrastructures sportives	34 (55%)

	Petite enfance	33 (53%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	32 (52%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	31 (50%)
	Construction de logements	31 (50%)
	Domaine public	31 (50%)
	Questions concernant la jeunesse	29 (47%)
	Gestion des déchets	25 (40%)
	Service du feu	22 (35%)
	Protection de l'environnement	20 (32%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	19 (31%)
	Police/sécurité publique	16 (26%)
	Transport public/complément à l'offre TPG	14 (23%)
	Prestations sociales	14 (23%)
	Canalisation/eaux usées	14 (23%)
	Intégration des étrangers	14 (23%)
	Approvisionnement en énergie	6 (10%)
	Promotion économique	6 (10%)
Charges financières	Entretiens des routes, parcs et promenade	29 (47%)
	Sport/infrastructures sportives	23 (37%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	23 (37%)
	Petite enfance	22 (35%)
	Domaine public	22 (35%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	20 (32%)
	Gestion des déchets	20 (32%)
	Construction de logements	18 (29%)
	Questions concernant la jeunesse	18 (29%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	17 (27%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	13 (21%)
	Prestations sociales	12 (19%)
	Service du feu	11 (18%)
	Intégration des étrangers	8 (13%)
	Police/sécurité publique	8 (13%)
	Protection de l'environnement	8 (13%)
	Canalisation/eaux usées	8 (13%)
	Promotion économique	7 (11%)
	Transport public/complément à l'offre TPG	4 (6%)
	Approvisionnement en énergie	3 (5%)

Tableau 20

Transferts (compétences décisionnelles, compétences d'exécution, charges financières) de la commune au canton par type de transfert (n=62)		
Types de transfert	Domaines	commune => canton (nb/%)
Compétences décisionnelles	Approvisionnement en énergie	25 (40%)
	Promotion économique	23 (37%)
	Transport public/complément à l'offre TPG	23 (37%)
	Prestations sociales	21 (34%)
	Intégration des étrangers	20 (32%)
	Service du feu	20 (32%)
	Canalisation/eaux usées	19 (31%)
	Police/sécurité publique	18 (29%)
	Protection de l'environnement	17 (27%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	16 (26%)
	Petite enfance	14 (23%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	12 (19%)
	Construction de logements	11 (18%)
	Gestion des déchets	11 (18%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	11 (18%)
	Questions concernant la jeunesse	8 (13%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	7 (11%)
	Sport/infrastructures sportives	6 (10%)
	Entretiens des routes, parcs et promenade	5 (8%)
	Domaine public	3 (5%)
Compétences d'exécution	Approvisionnement en énergie	27 (44%)
	Promotion économique	27 (44%)
	Transport public/complément à l'offre TPG	27 (44%)
	Prestations sociales	25 (40%)
	Police/sécurité publique	23 (37%)
	Canalisation/eaux usées	22 (35%)
	Intégration des étrangers	21 (34%)
	Protection de l'environnement	20 (32%)
	Service du feu	18 (29%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	17 (27%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	14 (23%)
	Gestion des déchets	13 (21%)
	Petite enfance	12 (19%)

	Questions concernant la jeunesse	12 (19%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	10 (16%)
	Construction de logements	10 (16%)
	Domaine public	10 (16%)
	Entretiens des routes, parcs et promenade	5 (8%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	4 (6%)
	Sport/infrastructures sportives	4 (6%)
Charges financières	Transport public/complément à l'offre TPG	29 (47%)
	Approvisionnement en énergie	23 (37%)
	Intégration des étrangers	23 (37%)
	Police/sécurité publique	23 (37%)
	Prestations sociales	23 (37%)
	Promotion économique	23 (37%)
	Service du feu	22 (35%)
	Protection de l'environnement	21 (34%)
	Canalisation/eaux usées	20 (32%)
	Petite enfance	20 (32%)
	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	18 (29%)
	Ecoles/infrastructures scolaires	15 (24%)
	Construction de logements	14 (23%)
	Questions concernant la jeunesse	13 (21%)
	Aménagement du territoire et plans de zones	11 (18%)
	Domaine public	10 (16%)
	Gestion des déchets	9 (15%)
	Sport/infrastructures sportives	9 (15%)
	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	7 (11%)
	Entretiens des routes, parcs et promenade	1 (2%)

Tableau 21

Transferts (compétences décisionnelles, compétences d'exécution, charges financières) entre commune et canton : homogénéité des prises de position

Les pourcentages indiqués dans le tableau suivant se réfèrent au nombre total des personnes ayant répondu au sondage (62).

Le tableau ci-dessous met en évidence l'homogénéité des demandes de transfert au sein du groupe des personnes ayant répondu au sondage. On considère qu'il y a une forte homogénéité lorsque les transferts souhaités vont principalement dans un sens, soit vers les communes (en haut du tableau), soit vers le canton (en bas du tableau). En revanche, il y a des domaines où les magistrates et magistrats représentés dans le sondage sont très partagés par rapport au sens du transfert (milieu du tableau).

L'homogénéité de la prise de position par rapport aux transferts est mesurée par la différence entre le pourcentage des réponses « de la commune au canton » et « du canton à la commune ». La colonne « Tendance » indique la direction du transfert souhaité et l'homogénéité.

Par exemple :

- le symbole « >>> commune » signifie que pratiquement tous les répondants souhaitent un transfert vers la commune
- le symbole « > commune » signifie qu'une faible majorité souhaite un transfert vers les communes
- le symbole « <=> » signifie que les participants au sondage sont fortement partagés sur la direction du transfert (+/- 10 points de %)

Tendance	Différence entre =>canton et =>commune	Domaines	Types de transfert	commune => canton (nb/%)	canton => commune (nb/%)	Total
>>>> commune	-0.63	Domaine public	Compétences décisionnelles	3 (5%)	42 (68%)	45 (73%)
>>>> commune	-0.54	Aménagement du territoire et plans de zones	Compétences décisionnelles	7 (11%)	40 (65%)	47 (76%)
>>>> commune	-0.53	Entretiens des routes, parcs et promenade	Compétences d'exécution	5 (8%)	38 (61%)	43 (69%)
>>> commune	-0.49	Sport/infrastructures sportives	Compétences d'exécution	4 (6%)	34 (55%)	38 (61%)
>>> commune	-0.46	Manifestations culturelles/infrastructur es culturelles	Compétences d'exécution	4 (6%)	32 (52%)	36 (58%)
>>> commune	-0.45	Entretiens des routes, parcs et promenade	Compétences décisionnelles	5 (8%)	33 (53%)	38 (61%)
>>> commune	-0.45	Entretiens des routes, parcs et promenade	Charges financières	1 (2%)	29 (47%)	30 (48%)
>>> commune	-0.42	Sport/infrastructures sportives	Compétences décisionnelles	6 (10%)	32 (52%)	38 (61%)
>>> commune	-0.4	Aménagement du territoire et plans de zones	Compétences d'exécution	10 (16%)	35 (56%)	45 (73%)
>> commune	-0.34	Petite enfance	Compétences d'exécution	12 (19%)	33 (53%)	45 (73%)

Tendance	Différence entre =>canton et =>commune	Domaines	Types de transfert	commune => canton (nb/%)	canton => commune (nb/%)	Total
>> commune	-0.34	Construction de logements	Compétences d'exécution	10 (16%)	31 (50%)	41 (66%)
>> commune	-0.34	Domaine public	Compétences d'exécution	10 (16%)	31 (50%)	41 (66%)
> commune	-0.29	Petite enfance	Compétences décisionnelles	14 (23%)	32 (52%)	46 (74%)
> commune	-0.29	Construction de logements	Compétences décisionnelles	11 (18%)	29 (47%)	40 (65%)
> commune	-0.28	Questions concernant la jeunesse	Compétences d'exécution	12 (19%)	29 (47%)	41 (66%)
> commune	-0.27	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Compétences d'exécution	14 (23%)	31 (50%)	45 (73%)
> commune	-0.27	Questions concernant la jeunesse	Compétences décisionnelles	8 (13%)	25 (40%)	33 (53%)
> commune	-0.26	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	Charges financières	7 (11%)	23 (37%)	30 (48%)
> commune	-0.26	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Compétences décisionnelles	16 (26%)	32 (52%)	48 (77%)
> commune	-0.22	Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	Compétences décisionnelles	11 (18%)	25 (40%)	36 (58%)
> commune	-0.22	Sport/infrastructures sportives	Charges financières	9 (15%)	23 (37%)	32 (52%)
> commune	-0.19	Gestion des déchets	Compétences d'exécution	13 (21%)	25 (40%)	38 (61%)
> commune	-0.19	Domaine public	Charges financières	10 (16%)	22 (35%)	32 (52%)
> commune	-0.18	Ecoles/infrastructures scolaires	Compétences décisionnelles	12 (19%)	23 (37%)	35 (56%)
> commune	-0.17	Gestion des déchets	Charges financières	9 (15%)	20 (32%)	29 (47%)
> commune	-0.16	Gestion des déchets	Compétences décisionnelles	11 (18%)	21 (34%)	32 (52%)
> commune	-0.14	Aménagement du territoire et plans de zones	Charges financières	11 (18%)	20 (32%)	31 (50%)
<=>	-0.08	Questions concernant la jeunesse	Charges financières	13 (21%)	18 (29%)	31 (50%)
<=>	-0.06	Service du feu	Compétences d'exécution	18 (29%)	22 (35%)	40 (65%)

Tendance	Différence entre =>canton et =>commune	Domaines	Types de transfert	commune => canton (nb/%)	canton => commune (nb/%)	Total
<=>	-0.06	Construction de logements	Charges financières	14 (23%)	18 (29%)	32 (52%)
<=>	-0.05	Protection de l'environnement	Compétences décisionnelles	17 (27%)	20 (32%)	37 (60%)
<=>	-0.04	Ecoles/infrastructures scolaires	Compétences d'exécution	17 (27%)	19 (31%)	36 (58%)
<=>	-0.03	Ecoles/infrastructures scolaires	Charges financières	15 (24%)	17 (27%)	32 (52%)
<=>	-0.03	Petite enfance	Charges financières	20 (32%)	22 (35%)	42 (68%)
<=>	-0.03	Service du feu	Compétences décisionnelles	20 (32%)	22 (35%)	42 (68%)
<=>	-0.02	Police/sécurité publique	Compétences décisionnelles	18 (29%)	19 (31%)	37 (60%)
<=>	0	Protection de l'environnement	Compétences d'exécution	20 (32%)	20 (32%)	40 (65%)
<=>	0.04	Canalisation/eaux usées	Compétences décisionnelles	19 (31%)	17 (27%)	36 (58%)
<=>	0.05	Prestations sociales	Compétences décisionnelles	21 (34%)	18 (29%)	39 (63%)
<=>	0.06	Intégration des étrangers	Compétences décisionnelles	20 (32%)	16 (26%)	36 (58%)
<=>	0.08	Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	Charges financières	18 (29%)	13 (21%)	31 (50%)
> canton	0.11	Police/sécurité publique	Compétences d'exécution	23 (37%)	16 (26%)	39 (63%)
> canton	0.11	Transport public/complément à l'offre TPG	Compétences décisionnelles	23 (37%)	16 (26%)	39 (63%)
> canton	0.11	Intégration des étrangers	Compétences d'exécution	21 (34%)	14 (23%)	35 (56%)
> canton	0.12	Canalisation/eaux usées	Compétences d'exécution	22 (35%)	14 (23%)	36 (58%)
> canton	0.17	Service du feu	Charges financières	22 (35%)	11 (18%)	33 (53%)
> canton	0.17	Prestations sociales	Compétences d'exécution	25 (40%)	14 (23%)	39 (63%)
> canton	0.18	Prestations sociales	Charges financières	23 (37%)	12 (19%)	35 (56%)
> canton	0.19	Canalisation/eaux usées	Charges financières	20 (32%)	8 (13%)	28 (45%)
> canton	0.21	Transport	Compétences	27 (44%)	14 (23%)	41 (66%)

Tendance	Différence entre =>canton et =>commune	Domaines	Types de transfert	commune => canton (nb/%)	canton => commune (nb/%)	Total
		public/complément à l'offre TPG	d'exécution			
> canton	0.21	Promotion économique	Compétences décisionnelles	23 (37%)	10 (16%)	33 (53%)
> canton	0.21	Protection de l'environnement	Charges financières	21 (34%)	8 (13%)	29 (47%)
> canton	0.24	Intégration des étrangers	Charges financières	23 (37%)	8 (13%)	31 (50%)
> canton	0.24	Police/sécurité publique	Charges financières	23 (37%)	8 (13%)	31 (50%)
> canton	0.26	Promotion économique	Charges financières	23 (37%)	7 (11%)	30 (48%)
>> canton	0.32	Approvisionnement en énergie	Charges financières	23 (37%)	3 (5%)	26 (42%)
>> canton	0.32	Approvisionnement en énergie	Compétences décisionnelles	25 (40%)	5 (8%)	30 (48%)
>> canton	0.34	Approvisionnement en énergie	Compétences d'exécution	27 (44%)	6 (10%)	33 (53%)
>> canton	0.34	Promotion économique	Compétences d'exécution	27 (44%)	6 (10%)	33 (53%)
>>> canton	0.41	Transport public/complément à l'offre TPG	Charges financières	29 (47%)	4 (6%)	33 (53%)

Tableau 22

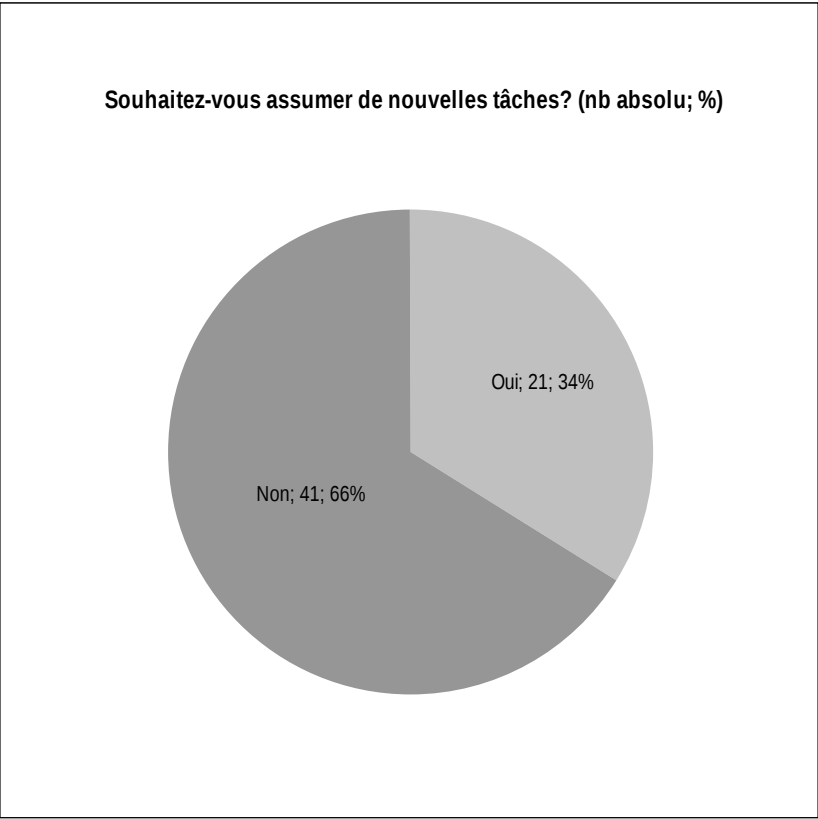


Figure 18

Souhaitez-vous assumer de nouvelles tâches?			
Par taille des communes (9 catégories)			
Nb. d'habitants de la commune	Non	Oui	Total
0-600	4	2	6
601-1'000	3		3
1'001-2'000	7	1	8
2'001-3'000	5	2	7
3'001-5'000	5	4	9
5'001-10'000	6	4	10
10'001-20'000	5	5	10
20'001+	4	3	7
pas d'indication	2		2
Total	41	21	62

Tableau 23

Souhaitez-vous assumer de nouvelles tâches?						
Par taille des communes (4 catégories)						
Nb. d'habitants de la commune	Non		Oui		Total	
0-3000	19	79%	5	21%	24	100%
3001-10000	11	58%	8	42%	19	100%
10001+	9	53%	8	47%	17	100%
pas d'indication	2	100%		0%	2	100%
Total	41	66%	21	34%	62	100%

Tableau 24

Parmi les 21 personnes qui le souhaitent, une majorité précise qu'elle désire avant tout obtenir des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire (n=13), des autorisations de construire (n=5), de la gestion des routes et du trafic (n=6), ainsi que dans la protection de l'environnement et des zones (n=4). Il y a également des mentions uniques en ce qui concerne l'aide sociale, la jeunesse ou la promotion économique.

Relation avec le canton : mode d'attribution des compétences

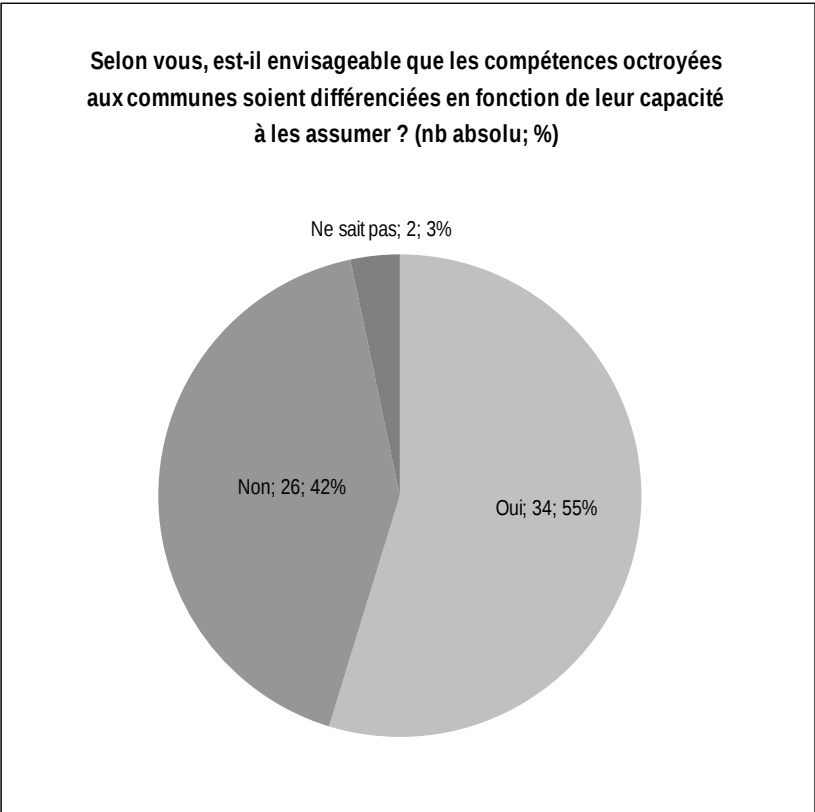


Figure 19

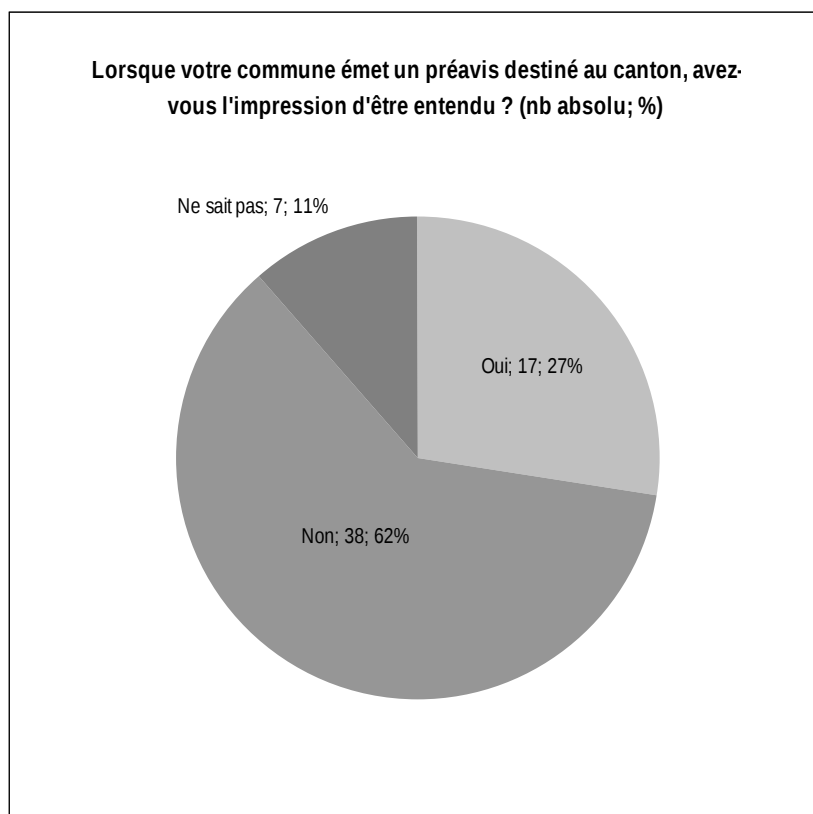
Selon vous, est-il envisageable que les compétences octroyées aux communes soient différenciées en fonction de leur capacité à les assumer?				
Par taille des communes (9 catégories)				
Nb. d'habitants de la commune	non	oui	ne sait pas	Total
0-600	4	2		6
601-1'000	1	1	1	3
1'001-2'000	5	3		8
2'001-3'000	2	4	1	7
3'001-5'000	4	5		9
5'001-10'000	5	5		10
10'001-20'000	2	8		10
20'001+	1	6		7
pas d'indication	2			2
Total	26	34	2	62

Tableau 25

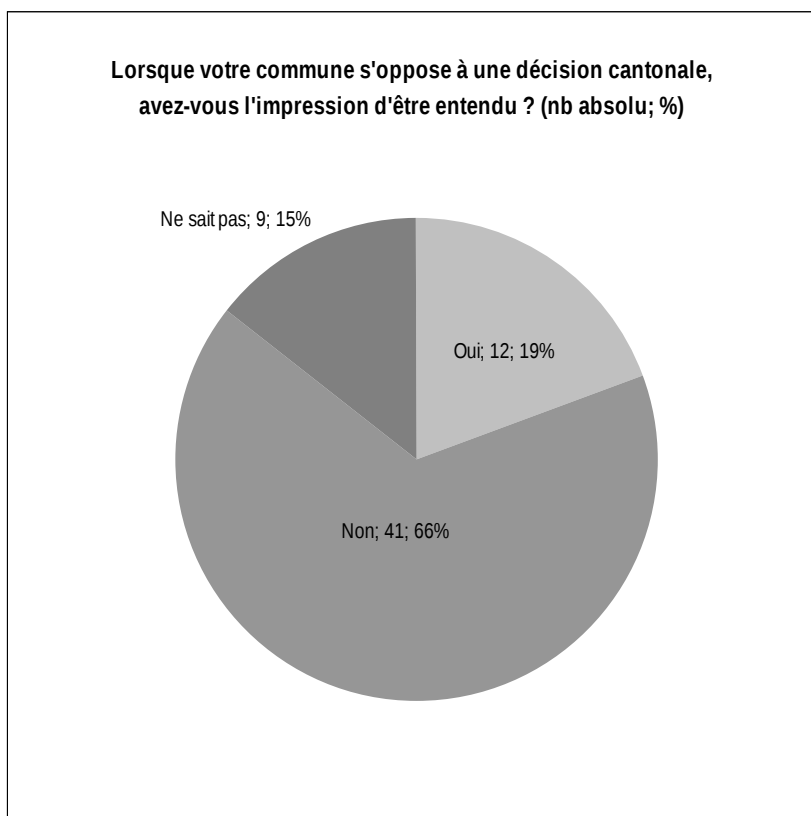
Selon vous, est-il envisageable que les compétences octroyées aux communes soient différenciées en fonction de leur capacité à les assumer?								
Par taille des communes								
Nb. d'habitants de la commune	non		oui		ne sait pas		Total	
0-3000	12	50%	10	42%	2	8%	24	100%
3001-10000	9	47%	10	53%		0%	19	100%
10001+	3	18%	14	82%		0%	17	100%
pas d'indication	2	100%		0%		0%	2	100%
Total	26	42%	34	55%	2	3%	62	100%

Tableau 26

Une majorité des personnes ne souhaitant pas que cette option soit retenue propose de la remplacer par le renforcement de la collaboration intercommunale (n=17), le renforcement de la péréquation financière (n=10) ou un soutien financier (subventions ou financement) ou logistique accru de la part du canton pour les communes ne parvenant pas à assumer leurs compétences.

Relation avec le canton : possibilité d'être entendu**Figure 20**

Parmi les personnes ayant répondu non à cette question, différentes propositions se dégagent pour faire face à cette situation: améliorer les conditions de conciliation avec le canton (n=9), avec notamment la possibilité pour les communes d'argumenter auprès du canton (n=3), donner plus d'autonomie et de compétences décisionnelles aux communes (n=8), rendre les préavis plus contraignants pour le canton (n=9) ou leur donner le statut de décisions permettant au canton de recourir (n=2). Deux magistrats mettent en cause le pouvoir de la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) (n=2), d'autres enfin souhaitent un changement dans l'attitude des fonctionnaires cantonaux, des corrections des contradictions entre les services, ou proposent le regroupement de communes par secteur d'influence accompagné d'un transfert de responsabilité ou encore la réorganisation de l'Etat de Genève, considéré comme mal organisé, vis-à-vis des communes.

**Figure 21**

Parmi les personnes ayant répondu non à cette question, différentes propositions se dégagent pour remédier à cette situation : une forte majorité propose de renforcer la communication, le dialogue et la négociation avec l'Etat (n=19), alors qu'une minorité propose de renforcer l'autonomie décisionnelle communale (n=4). Certains invitent les représentants des communes à faire recours plus systématiquement, souhaitent l'instauration d'un arbitrage externe autre que le tribunal administratif, le renforcement du lobbying auprès des députés cantonaux et l'attribution aux communes d'un droit de référendum. Il est intéressant de relever qu'un magistrat souligne que l'impression d'être entendu varie selon les domaines (l'urbanisme et les autorisations de construire posant problème contrairement au domaine social par exemple). Certains enfin, proposent de regrouper les communes par secteur d'influence ou à l'aide d'exemple rappellent qu'une opposition constructive peut amener d'excellentes solutions.

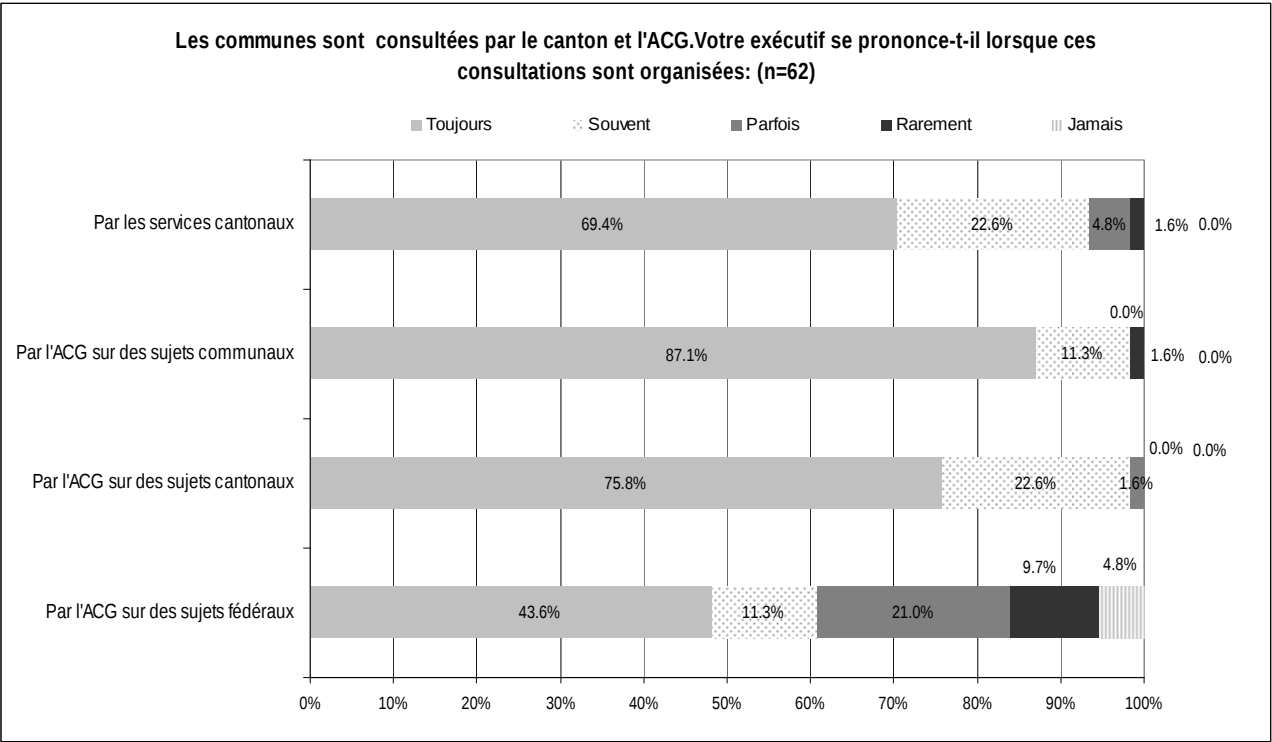


Figure 22

3.9 Relation avec l'Agglomération

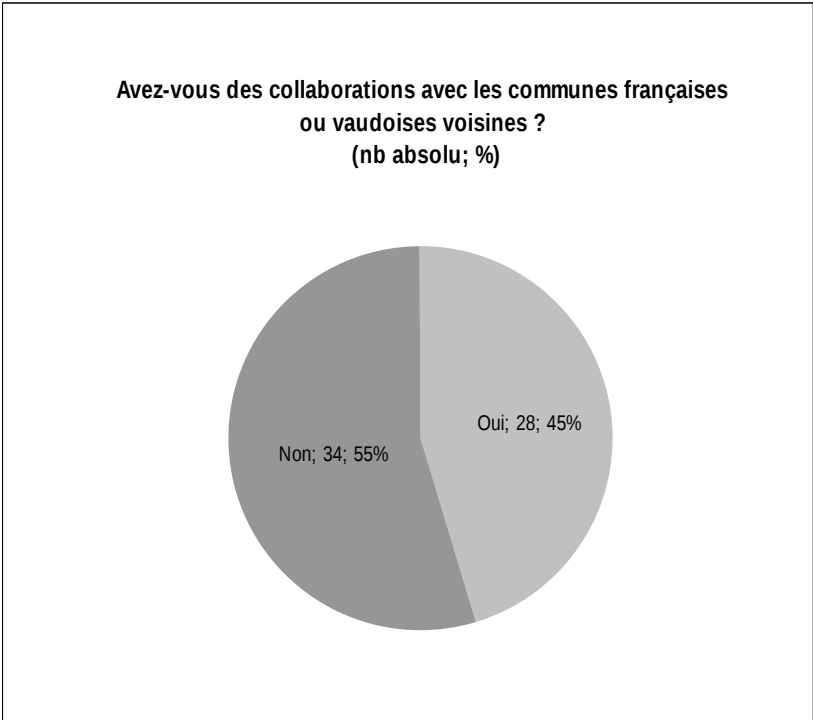


Figure 23

Quels sont les domaines de collaboration et êtes vous satisfait de la collaboration ? (Nb. d'occurrences en parenthèses)

Culture (8)	Satisfaisante (4) ; A améliorer (4)
Aménagement (6)	Satisfaisante (5) ; A améliorer (1)
Circulation (5)	Satisfaisante (2) ; A améliorer (2)
Environnement (5)	Satisfaisante (3) ; A améliorer (1)
Projet d'agglomération franco-valdo-genevois (4)	« début de la collaboration » (3) ; Satisfaisante (1)
Sport (3)	A améliorer (2) ; Satisfaisante (1)
Communication (2)	Satisfaisante (2)
Pompiers (2)	Satisfaisante (1) ; A améliorer (1)
Mobilité (2)	Satisfaisante (1) ; A améliorer (1)
Transports (2)	Satisfaisante (2)
Aéroport (2)	Satisfaisante (1)
Nettoyage des routes (1)	Satisfaisante (1)
Voirie (1)	Satisfaisante (1)
Accueil scolaire (1)	A améliorer (1)
Eau Foron (1)	Satisfaisante (1)
Noctambus (1)	Satisfaisante (1)
Renaturation (1)	A améliorer (1)
Outils (1)	Satisfaisante (1)
Trafic routier (1)	A améliorer (1)
Interreg (1)	Satisfaisante (1)
Jumelage (1)	Satisfaisante (1)
Manifestation (1)	Satisfaisante (1)
Petite enfance (1)	A améliorer (1)
Social (1)	A améliorer (1)
Zone agricole	
Relations publiques (1)	Satisfaisante (1)
Ecole (1)	A améliorer (1)

Tableau 27

Quels sont les trois domaines prioritaires pour lesquels un renforcement de la collaboration serait souhaitable ?

Domaines	Nb. de mentions
Aménagement	16
Transports (publics et privés)	14
Trafic et circulation	10
Mobilité	10
Ecole et petite enfance	8
Environnement	8
Sécurité	5
Culture	4
Equipement (sports, loisirs, culture)	4
P+R	3
Sports et loisirs	3
Jeunesse	2
Communication	1
Construction	1
Développement économique	1
Mutualisation des prestations	1
Partage emploi	1
Urbanisme	1
Utilisation des locaux	1
Vie sociale	1
Voies de communication douces	1

Tableau 28

4 Annexes

Annexe 1 : Questionnaire

Questionnaire destiné aux magistrates et magistrats des communes genevoises

Merci de bien vouloir envoyer le questionnaire rempli jusqu'au 12 octobre 2009 à

IDHEAP
Jan Ehrler
Route de la Maladière 21
1022 Chavannes-près-Renens

Autonomie

1. De manière générale, quel est selon vous, sur cette échelle, le degré d'autonomie actuel de votre commune?

Veillez sélectionner **une seule** des propositions suivantes :

- ☐ 1 (aucune autonomie)
- ☐ 2
- ☐ 3
- ☐ 4
- ☐ 5
- ☐ 6
- ☐ 7
- ☐ 8
- ☐ 9
- ☐ 10 (grande autonomie)
- ☐ ne sait pas

Tâches communales

2. Il se peut que certaines communes ne puissent plus assumer de manière adéquate toutes leurs tâches, soit parce qu'elles n'ont plus les ressources nécessaires, soit parce que le problème doit être géré à une autre échelle.

Pour chaque domaine ci-dessous, merci d'indiquer si votre commune est tout à fait à même d'assumer ses tâches (capacité totale), rencontre des difficultés (capacité partielle), arrive tout juste à assumer ses tâches (atteinte de la limite de sa capacité), n'y parvient plus (capacité insuffisante).

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	Capacité totale	Capacité partielle	Limite de capacité	Capacité insuffisante	Ne sait pas
Questions concernant la jeunesse	☐	☐	☐	☐	☐
Petite enfance	☐	☐	☐	☐	☐
Prestations sociales	☐	☐	☐	☐	☐
Intégration des étrangers	☐	☐	☐	☐	☐
Ecoles/infrastructures scolaires	☐	☐	☐	☐	☐
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	☐	☐	☐	☐	☐
Sport/infrastructures sportives	☐	☐	☐	☐	☐
Aménagement du territoire et plans de zones	☐	☐	☐	☐	☐
Domaine public	☐	☐	☐	☐	☐
Construction de logements	☐	☐	☐	☐	☐
Transports publics/complément à l'offre TPG	☐	☐	☐	☐	☐
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	☐	☐	☐	☐	☐
Entretiens des routes, parcs et promenade	☐	☐	☐	☐	☐
Promotion économique	☐	☐	☐	☐	☐
Canalisations/eaux usées	☐	☐	☐	☐	☐
Gestion des déchets	☐	☐	☐	☐	☐
Approvisionnement en énergie	☐	☐	☐	☐	☐
Protection de l'environnement	☐	☐	☐	☐	☐
Service du feu	☐	☐	☐	☐	☐
Police communale	☐	☐	☐	☐	☐
Réponses à des préavis	☐	☐	☐	☐	☐

Collaboration avec d'autres communes**3. Utilisez-vous déjà ou souhaiteriez-vous privilégier à l'avenir l'une ou l'autre des formes de collaboration proposée ci-dessous pour accomplir les tâches de votre commune?**

Choisissez la réponse appropriée pour chaque item :

	utilise déjà	souhaite l'utiliser	ne souhaite pas l'utiliser	ne sait pas
Groupement intercommunal à but unique (partage d'une seule tâche pour un groupement)	☐	☐	☐	☐
Si la loi genevoise le permettait, groupement intercommunal à buts multiples (partage de plusieurs tâches pour un même groupement)	☐	☐	☐	☐
Partenariat public-privé	☐	☐	☐	☐
Délégation de tâches à des tiers sous contrôle communal (externalisation)	☐	☐	☐	☐

4. Au cours des cinq dernières années, votre exécutif a-t-il envisagé de fusionner avec une ou plusieurs communes voisines?

- ☐ oui
☐ non
☐ ne sait pas

5. Pour vous, une fusion est-elle envisageable?

- ☐ Oui
☐ Non

6. Quel devrait être le rôle du canton en matière de fusions de communes ?Choisissez **toutes** les réponses qui conviennent :

- ☐ Rôle actif avec possibilité de contraindre les communes à fusionner
☐ Rôle actif avec des mesures d'encouragement à la fusion (par ex. soutien financier)
☐ Conseil et soutien à la demande des communes
☐ Le canton n'est pas concerné
☐ Ne sait pas

Relation avec le canton (1)**7. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de revoir la répartition des compétences entre communes et canton dans les domaines suivants?**

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	oui	non
Compétences décisionnelles	☐	☐
Compétences d'exécution	☐	☐
Charges financières	☐	☐

Répondre à la question 8 uniquement si vous avez répondu "oui" à la question 7 par l'item "**Compétences décisionnelles**"**8. Dans quels domaines souhaiteriez-vous un transfert de COMPETENCES DECISIONNELLES entre la commune et le canton?**

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	du canton à la commune	de la commune au canton
Questions concernant la jeunesse	☐	☐
Petite enfance	☐	☐
Prestations sociales	☐	☐
Intégration des étrangers	☐	☐
Ecoles/infrastructures scolaires	☐	☐
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	☐	☐
Sport/infrastructures sportives	☐	☐
Aménagement du territoire et plans de zones	☐	☐
Domaine public	☐	☐
Construction de logements	☐	☐
Transports publics/complément à l'offre TPG	☐	☐
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	☐	☐
Entretiens des routes, parcs et promenade	☐	☐
Promotion économique	☐	☐
Canalisations/eaux usées	☐	☐
Gestion des déchets	☐	☐
Approvisionnement en énergie	☐	☐
Protection de l'environnement	☐	☐
Service du feu	☐	☐
Police/sécurité publique	☐	☐

Relation avec le canton (II)

Répondre à la question 9 uniquement si vous avez répondu "oui" à la question 7 par l'item "**Compétences d'exécution**"

9. Dans quels domaines souhaiteriez-vous un transfert de COMPETENCES D'EXECUTION entre la commune et le canton?

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	du canton à la commune	de la commune au canton
Questions concernant la jeunesse	☐	☐
Petite enfance	☐	☐
Prestations sociales	☐	☐
Intégration des étrangers	☐	☐
Ecoles/infrastructures scolaires	☐	☐
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	☐	☐
Sport/infrastructures sportives	☐	☐
Aménagement du territoire et plans de zones	☐	☐
Domaine public	☐	☐
Construction de logements	☐	☐
Transports publics/complément à l'offre TPG	☐	☐
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	☐	☐
Entretiens des routes, parcs et promenade	☐	☐
Promotion économique	☐	☐
Canalisations/eaux usées	☐	☐
Gestion des déchets	☐	☐
Approvisionnement en énergie	☐	☐
Protection de l'environnement	☐	☐
Service du feu	☐	☐
Police/sécurité publique	☐	☐

Relation avec le canton (III)

Répondre à la question 10 uniquement si vous avez répondu "oui" à la question 7 par l'item **"Charges financières"**

10. Dans quels domaines souhaiteriez-vous un transfert de CHARGES FINANCIERES entre la commune et le canton?

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	du canton à la commune	de la commune au canton
Questions concernant la jeunesse	☐	☐
Petite enfance	☐	☐
Prestations sociales	☐	☐
Intégration des étrangers	☐	☐
Ecoles/infrastructures scolaires	☐	☐
Manifestations culturelles/infrastructures culturelles	☐	☐
Sport/infrastructures sportives	☐	☐
Aménagement du territoire et plans de zones	☐	☐
Domaine public	☐	☐
Construction de logements	☐	☐
Transports publics/complément à l'offre TPG	☐	☐
Transports individuels (construction de routes, mesures de modération du trafic)	☐	☐
Entretiens des routes, parcs et promenade	☐	☐
Promotion économique	☐	☐
Canalisations/eaux usées	☐	☐
Gestion des déchets	☐	☐
Approvisionnement en énergie	☐	☐
Protection de l'environnement	☐	☐
Service du feu	☐	☐
Police/sécurité publique	☐	☐

Relation avec le canton (IV)

11. Souhaitez-vous assumer de nouvelles tâches?

- ☐ Oui
☐ Non

12. Si oui, lesquelles?

13. Merci d'estimer, le pourcentage d'utilisateurs ne résidant pas dans votre commune par rapport au nombre total des utilisateurs des prestations suivantes:

% Petite enfance

% Manifestations culturelles

% Sport

% Parcs et promenades

14. Selon vous, est-il envisageable que les compétences octroyées aux communes soient différenciées en fonction de leur capacité à les assumer?

- ☐ oui
☐ non
☐ ne sait pas

15. Si non, quelle(s) solution(s) proposez-vous pour les communes qui ne sont pas en mesure d'assumer l'ensemble de leurs tâches?

16. Selon vous, quels sont les trois principaux problèmes / défis auxquels votre commune est aujourd'hui confrontée dans son fonctionnement?

1.
2.
3.

17. Lorsque votre commune émet un préavis destiné au canton, avez-vous l'impression d'être entendu?

- ☐ non
- ☐ oui
- ☐ ne sait pas

18. Si non, quelle(s) proposition(s) émettez-vous pour faire face à cette situation?

19. Lorsque votre commune s'oppose à une décision cantonale, avez-vous l'impression d'être entendu?

- ☐ oui
- ☐ non
- ☐ ne sait pas

20. Si non, que suggérez-vous pour remédier à cette situation?

Relation avec le canton (V)**21. Les communes sont consultées par le canton et l'ACG.****Votre exécutif se prononce-t-il lorsque ces consultations sont organisées:**

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	Toujours	Souvent	Parfois	Rarement	Jamais	Ne sait pas
Par les services cantonaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Par l'ACG sur des sujets communaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Par l'ACG sur des sujets cantonaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Par l'ACG sur des sujets fédéraux	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Relation avec l'Agglomération**22. Avez-vous des collaborations avec les communes françaises ou vaudoises voisines ?**Veuillez sélectionner **une seule** des propositions suivantes :

- ☐ oui
- ☐ non
- ☐ ne sait pas

23. Dans quels domaines ?

	Nom du domaine	Collaboration satisfaisante/non satisfaisante/à améliorer
Domaine 1		
Domaine 2		
Domaine 3		
Domaine 4		
Domaine 5		

24. Quels sont les 3 domaines prioritaires pour lesquels un renforcement de la collaboration serait souhaitable?

-
-
-

Reformes communales (1)

25. Pour chacune des mesures ou réformes suivantes, pourriez-vous indiquer si vous souhaitez voir leur instauration dans les prochaines années ou si elles sont déjà en planification ou déjà réalisées dans votre commune?

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	Souhait pour le futur	Déjà en planification	Déjà menée	Ne sait pas
Instauration d'un poste de maire assumant cette fonction pour l'ensemble de la législature	☐	☐	☐	☐
Augmentation des compétences des délibérants	☐	☐	☐	☐
Diminution des compétences des délibérants	☐	☐	☐	☐
Programme de législature	☐	☐	☐	☐
Renforcement du contrôle et de l'évaluation des prestations communales	☐	☐	☐	☐
Renforcement du rôle du citoyen dans les processus de décision	☐	☐	☐	☐
Introduction du droit d'éligibilité des étrangers	☐	☐	☐	☐

Reformes communales (II)

26. Considérez-vous le nombre des membres du CA de votre commune

Veuillez sélectionner **une seule** des propositions suivantes :

- ☐ insuffisant
- ☐ adéquat
- ☐ excessif

27. Quelle est votre position par rapport à la proposition suivante ? Le nombre de délibérants devrait être identique pour toutes les communes du canton.:

- ☐ Favorable
- ☐ Défavorable
- ☐ Ne sait pas

28. Quelle est votre position par rapport à la proposition suivante ? Le nombre de délibérants devrait être fixé en fonction du nombre d'habitants de la commune.

- ☐ Favorable
- ☐ Défavorable
- ☐ Ne sait pas

29. De manière générale, comment jugez-vous sur cette échelle la qualité de la relation entre les membres de votre exécutif et les délibérants?

Veuillez sélectionner **une seule** des propositions suivantes :

- ☐ 1 (excellente)
- ☐ 2
- ☐ 3
- ☐ 4
- ☐ 5
- ☐ 6 (mauvaise)
- ☐ Ne sait pas

30. Souhaiteriez-vous à l'avenir des modifications dans votre relation avec les délibérants?

- ☐ non
- ☐ oui
- ☐ ne sait pas

31. Si oui, lesquelles?

Quelques questions complémentaires

32. Nom de votre commune:

33. Nombre d'habitants de votre commune:

34. Etes-vous:

- ☐ une femme
☐ un homme

35. Quel est le plus haut niveau de formation que vous avez atteint?

Veuillez sélectionner **une seule** des propositions suivantes :

- ☐ Ecole obligatoire
☐ CFC
☐ Maturité / bac
☐ Maîtrise fédérale
☐ Ecole professionnelle supérieure avec diplôme
☐ HES / Université

36. Depuis combien d'années êtes-vous membre de l'exécutif de votre commune?

37. De quel(s) dicastère(s) êtes-vous responsable au sein de l'exécutif de votre commune?

38. Etes-vous membre d'un parti politique?

- ☐ Oui
☐ Non

39. Si oui, dans lequel?

40. Quelle proportion de temps consacrez-vous à votre mandat communal? (en %)